

Numéro 72 - 14 novembre 2020

La résistance à la privatisation dans tout le pays
Arrêtez la fraude de la privatisation!
Arrêtez la corruption!



- Campagne pour mettre fin à la sous-traitance des travaux civils au ministère de la Défense nationale

La crise dans l'industrie du transport aérien

- Il faut donner à l'industrie du transport aérien un objectif d'édification nationale
- K.C. Adams -
 - La crise du transport aérien en données crues
- Les sauvetages gouvernementaux de l'industrie aux États-Unis

Exigeons un statut d'immigration permanent pour les travailleurs migrants, les réfugiés et les étudiants internationaux

- Mettons fin à l'exploitation et au mauvais traitement des étudiants internationaux
- Les étudiants internationaux manifestent à Toronto pour revendiquer leurs droits
 - Les Montréalais honorent les morts en luttant pour les vivants
- Diane Johnston -

- Rassemblement le 24 novembre pour arrêter les déportations massives de travailleurs étudiants migrants

Mise à jour sur la COVID-19

- Après huit mois de la pandémie
- La 73e Assemblée mondiale de la Santé reprend ses travaux en mode virtuel

L'anniversaire de la Grande Révolution socialiste d'Octobre

- Un moment décisif de l'histoire encore en développement

La résistance à la privatisation dans tout le pays

Arrêtez la fraude de la privatisation!

Arrêtez la corruption!



Arrêtez de payer les riches ! Augmentez les investissements dans les programmes sociaux, les services publics et les entreprises publiques !



Dans tout le pays, les travailleurs et leurs alliés exigent un renversement de la privatisation des programmes sociaux et des services publics. Les travailleurs en ont assez que les oligarques mondiaux pillent le trésor public et nuisent à la société, à l'économie et à la vie des travailleurs du secteur public. Des voix s'élèvent et des slogans sont lancés pour contrer l'ingérence des intérêts privés et les empêcher de profiter du travail public[1].

La fraude de la sous-traitance de l'éducation, des soins de santé, des services publics et de toutes sortes de travaux publics aux oligarques mondiaux, affaiblissant les programmes sociaux et perturbant la vie des travailleurs, doit cesser !

Il n'existe aucune excuse pour sous-traiter le travail public, mais si l'élite dirigeante l'impose de force, cela ne doit pas signifier ni entraîner la sous-traitance des travailleurs. Si le trésor public paie pour le travail, alors les travailleurs qui travaillent pour les entreprises et les institutions publiques doivent rester des travailleurs du secteur public avec le droit automatique de continuer d'être membre de leur syndicat du secteur public avec les salaires, les avantages, les pensions et les conditions de travail qu'ils ont acceptés et auxquels les gouvernements et les institutions de l'État canadien sont liés par les conventions collectives.

Quelle que soit l'importance des fonds mobilisés pour payer les travailleurs, si ces fonds proviennent du trésor public, du gouvernement ou d'une institution d'État, comme ceux attribués dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP), les travailleurs concernés doivent être considérés comme des travailleurs du secteur public et bénéficier d'un salaire, d'avantages sociaux, de pensions et d'une sécurité d'emploi conformes aux normes canadiennes et similaires à ceux des travailleurs du secteur public. Lorsque le public paie pour le travail, même une partie du travail, les travailleurs doivent être considérés comme travaillant entièrement pour le public et non pour une entreprise sous contrat ou une entreprise privée, comme une école privée subventionnée par des fonds publics, quelle que soit la position d'autorité que le gouvernement a donnée à l'entité privée.

Arrêtez la fraude de la privatisation ! Arrêtez la corruption !

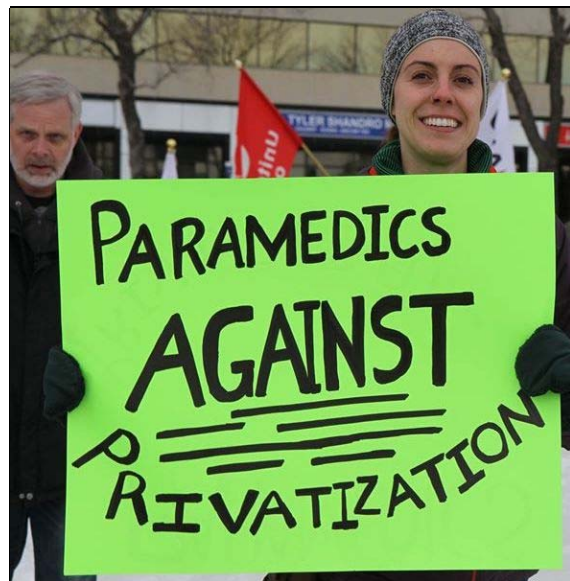
La privatisation des services publics et des programmes sociaux réduit les investissements publics, saigne l'économie, la société et la classe ouvrière. L'obsession de la classe impérialiste d'exproprier le profit privé de chaque cellule de l'économie, quels que soient les dommages que cela cause, doit être limitée. Les travailleurs sont de plus en plus conscients que la privatisation est une collusion pour payer les riches, dirigée contre le peuple et la société.

La privatisation détourne les fonds publics de l'objectif des services publics et des programmes sociaux qui est de servir le bien public.

La privatisation réduit la portée des programmes sociaux, des services publics et des infrastructures nécessaires et encourage une partie de la population à rechercher des solutions privées dans les domaines de l'éducation et des soins de santé par exemple.

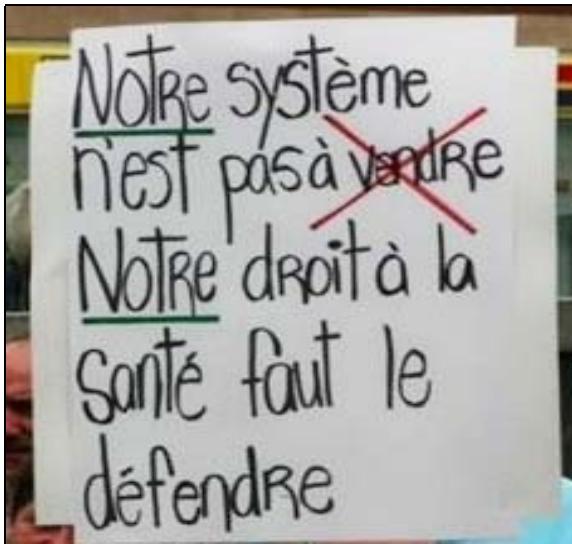
La privatisation concentre le pouvoir et les richesses entre les mains de l'oligarchie mondiale, réduit directement la valeur reproduite qui revient à la classe ouvrière canadienne et diminue toute influence que le peuple peut avoir sur l'édification nationale contre la mondialisation impérialiste et l'économie de guerre américaine.

La privatisation accroît le nombre des oligarques privilégiés en consolidant leurs positions de pouvoir, de propriété et de contrôle de l'économie. La classe impérialiste se sert de ce pouvoir et de cette richesse accrus pour financer ses propres groupes de réflexion, ses médias et ses représentants politiques pour promouvoir l'ordre du jour néolibéral, discréditer l'opinion publique pour le Nouveau et bloquer le mouvement pour arrêter de payer les riches et augmenter les investissements dans les programmes sociaux, les services publics et les entreprises publiques. Ceux qui contrôlent et possèdent les secteurs et les entreprises privatisés de l'économie sont des partisans riches et arrogants de l'impérialisme et du néolibéralisme et des ennemis de la classe



ouvrière, de l'édification nationale et de la nécessité d'une direction prosociale nouvelle de l'économie pour résoudre les nombreux problèmes économiques, politiques et sociaux auxquels la société fait face.

La privatisation empêche les travailleurs d'avoir leur mot à dire sur les questions qui sont importantes dans leur vie comme l'éducation, les soins de santé, les services publics, les infrastructures et la recherche, la discussion et l'exécution de solutions aux problèmes de l'environnement social et naturel et de donner une nouvelle direction à l'économie et à la politique.



Les dommages causés par la privatisation et la diminution des investissements dans les programmes sociaux et les services publics sont devenus évidents pendant la pandémie. Des centaines de personnes âgées sont décédées dans les établissements de soins de longue durée sous-financés et les gouvernements à tous les niveaux ont été incapables de relever les défis de l'urgence sanitaire. Les infrastructures et les moyens de production nécessaires, comme les compagnies aériennes, ont été incapables de faire face à l'urgence parce que leurs intérêts privés étroits sont contraires à l'intérêt public, car leur objectif de profit privé maximum fait passer leurs intérêts étroits avant les besoins du peuple et de l'économie dans son ensemble.

La privatisation fragmente l'économie en secteurs, domaines et entreprises concurrents avec comme conséquence d'affaiblir et d'empêcher les forces productives modernes et la classe ouvrière de mobiliser leur force et leur capacité inhérentes pour relever les défis de la pandémie. L'économie et la classe ouvrière modernes ont besoin de coopération et d'un but prosocial pour travailler en harmonie pour l'avantage réciproque et le développement commun de tous et pour résoudre les problèmes[2].

Toutes les grandes entreprises privées cherchent à utiliser les difficultés des autres pour les détruire ou s'en emparer au lieu de travailler ensemble pour le bien de tous. Cette concurrence affaiblit les programmes sociaux, les services publics et les infrastructures et empêche toute possibilité de mobiliser les forces productives et le facteur humain/conscience sociale pour défendre le peuple et la société. La privatisation doit être arrêtée et inversée pour le bien de tous, de l'économie et de la société !

Arrêtez la fraude de la privatisation ! Arrêtez la corruption !

Rejoignez la lutte contre la privatisation, pour arrêter de payer les riches et pour augmenter les investissements dans les programmes sociaux, les services publics et les entreprises publiques.

Notes

1. Voir les reportages du *Forum ouvrier* sur la résistance croissante à la privatisation en Alberta, au Québec et dans tout le pays et sur le mouvement grandissant Arrêtez de payer les riches, augmentez les investissements dans les programmes sociaux.

2. Aux États-Unis, la réaction désastreuse à la pandémie a mis en évidence la faiblesse du caractère largement privé du système de santé américain. Beaucoup pensent que l'échec lamentable de l'élite américaine face à la pandémie est en partie le résultat du système de santé privatisé. L'assurance maladie privée fragmente encore davantage la propriété et le contrôle privés de presque tous les hôpitaux, cliniques et autres parties du système. Le coût personnel ahurissant des traitements, même mineurs,

fait que des millions de personnes ne peuvent ou ne veulent pas se faire soigner.

De nombreux Canadiens qui regardaient la télévision américaine pendant l'élection se sont interrogés sur le nombre d'annonces pour l'assurance maladie privée. La « saison » pour le renouvellement des assurances maladie privées va du 1er novembre au 15 décembre et les entreprises dépensent des millions pour proposer leurs plans respectifs. Cette lutte pour les clients reflète la concurrence entre toutes les composantes du système de soins de santé qui affaiblit considérablement sa force collective.

Aux États-Unis, les primes annuelles des familles pour l'assurance maladie parrainée par l'employeur — le montant qu'il en coûte chaque année pour l'assurance, souvent divisé en 12 versements mensuels — ont augmenté de 4 % pour atteindre en moyenne 21 342 dollars cette année, selon la Kaiser Family Foundation. En moyenne, l'an dernier, les travailleurs ont payé 5 588 dollars pour leur couverture sur le lieu de travail, tandis que les employeurs ont pris en charge le reste. Ceux qui n'ont pas de couverture sur le lieu de travail doivent payer le montant total ou s'en passer. Il faut également souligner que la plupart des régimes comportent une franchise, le montant qu'une personne paie pour les soins de santé avant que l'assurance ne commence à payer la facture des soins de santé. La franchise n'a cessé d'augmenter au cours des dernières années. En 2020, le montant annuel moyen de la franchise unique qu'une personne devait payer pour toute visite chez le médecin ou tout traitement hospitalier était de 1 644 \$ avant le début de la couverture d'assurance, soit près du double de ce qu'elle était il y a dix ans.

Aux États-Unis, plus de 243 857 personnes sont décédées de la COVID-19 et plus 10 319 131 personnes ont été infectées.

(Photos : LML, AUPE, OHC.)



Campagne pour mettre fin à la sous-traitance des travaux civils au ministère de la Défense nationale



La vaste campagne publique de l'Alliance de la fonction publique du Canada en septembre 2018 a réussi à mettre fin à la sous-traitance des services de nettoyage sur la base militaire de Greenwood dans une région rurale de la Nouvelle-Écosse. La sous-traitance planifiée des services de nettoyage à Kingston a aussi été retirée.

L'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC) et une de ses plus importantes composantes, l'Union des employés de la Défense nationale (l'UEDN), demandent aux Canadiens de se joindre à sa campagne pour éliminer la privatisation au ministère de la Défense nationale (MDN). Le 30 octobre, les syndicats ont publié un rapport « détaillant l'échec de la privatisation au sein du ministère de la Défense nationale. La plupart des bases du ministère de la Défense nationale (MDN) sous-traitent la gestion des installations, le nettoyage, la préparation des aliments, la tonte des pelouses et le travail spécialisé. Les services essentiels aux opérations du MDN, comme l'entretien des hélicoptères et la gestion des aéroports, sont également sous-traités. »

L'AFPC-UEDN déclare : « Lorsque les gouvernements sous-traitent des travaux du secteur public à des entreprises privées, les profits ont priorité sur les services, et tout le monde, sauf les actionnaires des entreprises, finit par en payer le prix. »

L'AFPC-UEDN détaille les abus des fonds publics et des travailleurs par les entreprises sous-traitantes. Cet abus comprend une demande constante de modifier les contrats pour plus d'argent et de prolongations, la dissimulation de la façon dont l'argent est utilisé, de terribles relations avec les employés et un faible niveau de service.

« Une fois le contrat conclu, les Canadiens n'ont aucun moyen de savoir comment l'argent public est dépensé en raison des clauses de protection des avantages concurrentiels et des intérêts des entreprises contenues dans la *Loi sur l'accès à l'information* », déclare Marianne Hladun, vice-présidente régionale et exécutive de l'AFPC-Prairies. « Sans les détails de ces contrats, le public n'a aucune information sur les rapports d'inspection, les salaires des employés, les dépenses d'équipement ou les bénéfices réalisés par les entreprises. Lorsque les employés rapportent qu'on leur dit de diluer les produits de nettoyage et de rationner les fournitures, ces détails deviennent très importants. »

L'AFPC-UEDN affirme que les budgets des bases des Forces canadiennes sont faussés pour faire paraître sous un jour favorable le travail effectué par les entrepreneurs privés par rapport à celui effectué par les employés du secteur public. Dans le cadre du processus budgétaire, très peu d'argent est alloué pour l'organisation interne de l'entretien et des services. En revanche, le budget prévoit que des « fonds généreux » seront versés pour les services donnés en sous-traitance pour l'exploitation et la maintenance. Néanmoins, les commandants de base sont tenus par leurs budgets déterminés par le MDN de ne pas utiliser le service public, mais de sous-traiter plutôt le travail à des intérêts privés, « même si la sous-traitance coûte plus cher ».

L'AFPC-UEDN déclare : « Au lieu de prévoir le budget nécessaire pour embaucher un nombre suffisant d'employés, le ministère de la Défense nationale (MDN) lésine sur les budgets des ressources humaines, obligeant les commandants de base à sous-traiter tout en sachant qu'il en coûtera plus cher pour fournir moins de services. Des centaines de millions de dollars sont dépensés dans ce tour de passe-passe, et des profits substantiels sont engrangés par des sociétés privées au Canada et dans le monde entier.



« Pour les localités qui comptent sur les emplois dans les bases des Forces canadiennes, c'est une perte nette. Au lieu d'avoir accès à de bons emplois avec un salaire décent, les résidents se retrouvent avec des emplois précaires au salaire minimum et ne peuvent pas contribuer à l'économie locale.

Le MDN donne annuellement environ 4 milliards de dollars de fonds publics à des entreprises privées plutôt que d'investir cet argent dans la construction d'un secteur public viable et de donner aux travailleurs une chance d'avoir des emplois stables au Canada avec une sécurité d'emploi. Un secteur public stable et dynamique garantit que, par le biais du MDN, l'argent dépensé pour les services et la maintenance circule en grande partie dans l'ensemble de l'économie locale.

Le montant que les entreprises sous-traitantes siphonnent en tant que profit exproprié n'est pas insignifiant. Nombre de ces entreprises sont des cartels mondiaux qui rapatrient leurs profits vers on ne sait où. Des cartels comme Aramark, Sodexo et ATCO sont des profiteurs mondiaux notoires de la privatisation, engagés dans la sous-traitance de travaux dans les soins de santé et toutes sortes de programmes sociaux et de services publics.

L'expérience de l'Alberta

« L'Alberta est truffée d'exemples de sous-traitance inutile allant de la gestion des installations et du nettoyage au personnel de cuisine et au personnel d'intervention médicale d'urgence. Des personnes de métier du secteur public sont même remplacées par des 'hommes à tout faire' sous contrat. Nos bases méritent un travail de la plus haute qualité, sans faire des économies dans l'intérêt du profit », déclare Peter Devlin, président de la section locale 30910 de l'UEDN. S'il y a des fonds publics engagés, il devrait y avoir une responsabilité publique, point final. »

L'AFPC-UEDN écrit : « Les employés du service de nettoyage de la fonction publique étaient autrefois plus nombreux, mais leur nombre s'érode lentement. En 2019, un préavis de marchés a été émis pour une somme totale de 6 millions de dollars à Wainright Garrison [Alberta] pour des services de trois ans pour compléter le travail de la fonction publique. »

Peter Devlin insiste sur le fait que leur campagne pour s'opposer à la privatisation « n'est pas une question de simplement changer d'entrepreneur privé, il s'agit de sortir une fois pour toutes du jeu de la privatisation – nous l'avons essayé et c'est un échec. En investissant des fonds publics dans la fonction publique, nous savons que nous investissons dans un travail de qualité avec transparence et reddition de comptes ainsi que pour de bons emplois stables pour les gens de nos communautés ».

L'expérience de l'Alberta confirme que la privatisation porte atteinte à la sécurité des travailleurs et à leurs conditions de travail et siphonne l'argent non seulement de l'économie locale, mais aussi du Canada.

L'expérience de la Saskatchewan

La 15e Escadre de l'Aviation royale du Canada à la base de Moose Jaw, à l'instar des autres bases du MDN, a privatisé et sous-traité la gestion des installations, le nettoyage, la préparation des aliments, la tonte du gazon, les travaux spécialisés, l'entretien des hélicoptères, la gestion aéroportuaire et les pompiers. Les rapports abondent d'employés sous contrat soumis à des pressions de la part de leurs employeurs « pour diluer les produits de nettoyage et rationner les fournitures ». Ces détails ne sont jamais révélés officiellement, car les contrats et les détails de la pratique des entreprises sont tenus secrets et aucune reddition de comptes n'est autorisée.

« Au début de la pandémie à la base de la 15e Escadre de l'Aviation royale du Canada à Moose Jaw, il est devenu encore plus clair que la sous-traitance créait deux catégories de personnes :

celles protégées par leur employeur et celles qui se sentent jetables, déclare la vice-présidente de l'UEDN Mona Simcoe. Bien qu'ils continuent d'être payés, les sous-traitants de CAE, ATCO et Sodexo, ont ignoré les directives visant à limiter le travail aux 'seules activités de base essentielles' et ont demandé à leurs employés de continuer à travailler, quelle que soit l'urgence de la tâche. »

L'AFPC-UEDN écrit : « Le MDN a déclaré à l'AFPC-UEDN qu'il 'ne pouvait pas dire aux entrepreneurs comment gérer' leurs employés. Seulement grâce à l'intervention de hauts représentants syndicaux élus – June Winger et Mona Simcoe, respectivement présidente nationale et vice-présidente de l'UEDN – et ce n'est que lorsque le sous-ministre a été mis en situation que les entrepreneurs ont répondu aux préoccupations du syndicat. Mais ce n'est toujours pas suffisant. Le syndicat continue de se battre pour les droits de ces travailleurs alors que les cas de coronavirus augmentent à nouveau. »

L'AFPC-UEDN souligne : « La sous-traitance crée un cycle sans fin de travail précaire. Le contrat actuel d'Aramark prenant fin en janvier 2021, les employés d'Aramark à la 15e Escadre sont actuellement menacés de perdre leur emploi. Un nouvel entrepreneur entraînerait des pertes d'emplois pour chaque employé d'Aramark à la 15e Escadre. »

Pour Mona Simcoe, une solution n'est pas difficile. Elle a ajouté qu'« avec le contrat actuel d'Aramark prévu pour être soumis en appel d'offres, le moment est venu de ramener ces travailleurs dans la fonction publique. En investissant des fonds publics dans la fonction publique, nous savons que nous investissons dans du travail de qualité avec transparence, reddition de comptes et de bons emplois stables pour les gens de nos communautés. »

L'expérience du Manitoba

L'expérience du Manitoba révèle les échecs de la privatisation au ministère de la Défense nationale et qu'il existe une solution en rétrocedant le travail au secteur de la fonction publique. « Il y a plus d'une décennie, nous avons connu l'échec de la privatisation à la 17e Escadre de l'Aviation royale du Canada à Winnipeg. Les nettoyeurs civils ont vu leurs heures réduites de 8 à 6 heures. Tout travail requis en dehors de ces 6 heures était sous-traité. Il n'a pas fallu longtemps pour qu'il y ait des plaintes concernant la qualité du travail fourni par l'entreprise privée. La sous-traitance a créé le problème et en rétrocedant le travail à la fonction publique, on l'a résolu », a déclaré la vice-présidente de l'UEDN Mona Simcoe pour le Manitoba et la Saskatchewan.

Marianne Hladun écrit : « L'AFPC-UEDN a analysé les données et entendu directement les travailleurs touchés et les conclusions sont claires : les Canadiens paient plus pour obtenir moins grâce à la privatisation, tout en minant les pratiques de travail équitables et sécuritaires, les relations de travail et la sécurité de nos bases. Il est maintenant temps de mettre un terme à ces contrats privés et de rétroceder le travail civil sur les bases du MDN. »

L'AFPC-UEDN conclut de manière décisive : « Les intérêts privés n'ont pas leur place sur les bases militaires du Canada ».

(Sources : l'AFPC-UEDN et exposezlescouts.ca. Photos : AFPC)



La crise dans l'industrie du transport aérien

Il faut donner à l'industrie du transport aérien un objectif d'édification nationale

- K.C. Adams -



Les travailleurs du transport aérien manifestent sur la colline du Parlement pour demander que le gouvernement fédéral prenne des mesures pour sauver l'aviation canadienne le 20 octobre 2020.

Une nouvelle direction et un nouvel objectif pour le secteur du transport aérien, qui commencent par l'édification nationale au service du peuple, sont nécessaires

La crise actuelle qui frappe le secteur du transport aérien est la cinquième du siècle. Le 11 septembre 2001, les attaques contre les tours jumelles et le Pentagone aux États-Unis, et l'écllosion du SRAS en 2003 ont perturbé le secteur du transport aérien, en particulier Air Canada. Puis, il y a eu la crise économique générale de 2008-2009 suivie de l'effondrement des prix du pétrole en 2014 et la crise qui se poursuit dans le secteur pétrolier qui a durement frappé l'Alberta et la Saskatchewan.



La crise de 2020 est la plus sévère jusqu'à maintenant. Elle montre la nécessité d'une nouvelle direction et d'un nouvel objectif pour le secteur qui rompent avec les crises récurrentes et la main de fer des cartels mondiaux d'investissement et leur obsession du profit privé maximum avant toute chose. Le secteur du transport aérien est un élément clé de l'édification nationale moderne, en particulier au Canada qui possède un vaste territoire, des régions économiques distinctes d'un océan à l'autre, qui font du commerce les unes avec les autres et avec le monde, et dont une grande partie de la population a de la famille et d'autres relations à l'échelle du Canada et à l'étranger. L'industrie du transport aérien a besoin de coopération et d'un objectif large qui sert le peuple, l'économie et la société, et non les intérêts privés concurrents actuels des riches du monde cherchant à s'enrichir.

Avant la pandémie et la crise économique qui a suivi en 2020, plus de 50 000 travailleurs étaient employés directement par les compagnies aériennes du Canada, comme agents de bord, pilotes, bagagistes, au service à la clientèle, à l'entretien, dans les centres d'appel et dans la sécurité. Aujourd'hui, seule une fraction de ce nombre est toujours employée et au travail. Les grands aéroports de Montréal, Toronto, Ottawa, Calgary et Vancouver avaient tous des milliers de travailleurs avant la pandémie, mais aujourd'hui ils ressemblent à des villes fantômes. La crise a aussi affecté de façon indirecte des milliers d'autres travailleurs du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration et du taxi.



Manifestation à l'Aéroport Pearson de Toronto, le 30 octobre 2020

Les causes de la crise dans le secteur du transport aérien sont à la fois objectives et subjectives. La pandémie de la COVID-19 a précipité la crise immédiate, mais la manière dont les compagnies aériennes de propriété et de contrôle privés ont réagi à la pandémie a aggravé la crise. La réponse a été conditionnée par l'objectif étroit et la panique de ceux qui contrôlent non seulement des compagnies aériennes, mais également la politique, et par la contradiction sous-jacente entre la force productive socialisée du secteur et son contrôle privé par les oligarques en concurrence les uns avec les autres.

L'élite dirigeante en contrôle considère la classe ouvrière comme un ennemi et un objet à exploiter et non pas comme le facteur humain déterminant qui peut et doit être mobilisé pour vaincre la pandémie et résoudre les problèmes économiques et sociaux. La réponse réactionnaire des riches qui contrôlent et possèdent les secteurs économiques principaux est conditionnée par leur conception selon laquelle la classe ouvrière est un coût de production et un objet à exploiter et à mettre au rancart à volonté. Leur mégalomanie est si intense qu'ils croient que c'est seulement si les riches s'enrichissent que l'économie prospérera et qu'une partie de leur surcroît de richesse se répandra parmi les gens sous forme d'emplois et par leur charité philanthropique. Leur objectif étroit de profit privé ne leur permet pas de voir ou de saisir qu'il faut placer le secteur du transport aérien en mode d'urgence afin de garder les travailleurs actifs et en production pour le bien de l'économie



socialisée et pour le bien commun. Au lieu de cela, les intérêts privés qui contrôlent le secteur se sont démenés pour sauver leurs fortunes privées et se sont engagés dans le saccage de la force productive tout en mendiant pour des mesures de sauvetage à même les fonds publics.

La réponse de l'élite dominante du secteur du transport aérien à la pandémie a été de mettre les travailleurs à pied et de réduire les vols. Ils ont refusé de mobiliser leurs travailleurs pour qu'ils participent consciemment et continuent de voler d'une manière responsable et sécuritaire avec plus de vols, moins de passagers et toutes les précautions physiques additionnelles que les scientifiques et les travailleurs eux-mêmes jugent nécessaires.



Manifestation des travailleurs du transport aérien de Montréal, le 30 octobre 2020.

Ceux en contrôle ont plutôt conspiré avec leurs représentants au gouvernement fédéral pour payer à certains de leurs travailleurs une fraction de leur salaire normal pour qu'ils ne travaillent pas et restent en contact avec eux pour les utiliser au besoin alors que les autres ont été licenciés. Cette action intéressée des riches a engendré beaucoup d'anxiété, d'insécurité et de difficultés parmi les travailleurs du transport aérien au moment où on a le plus besoin de leur expertise et de leur sens de responsabilité sociale au travail afin que l'industrie continue de produire et serve l'économie, le peuple et la société.



Les riches qui contrôlent le secteur exigent en outre des mesures publiques de sauvetage comme des prêts à faible taux d'intérêt, l'achat par le gouvernement d'actions dans leurs compagnies privées et d'autres stratagèmes pour payer les riches. Ces demandes sont mises de l'avant sans que rien n'ait été fait pour résoudre le problème de comment produire durant l'urgence sanitaire. En fait, l'élite dirigeante a délibérément organisé l'effondrement de l'industrie, comme le démontrent les données. Elle a demandé que le gouvernement paie à ses travailleurs une allocation afin qu'ils ne travaillent pas, et maintenant, en réponse à ses actions criminelles de saccage, elle demande des deniers publics pour sauvegarder ses intérêts privés afin qu'elle puisse continuer de l'ancienne manière.

Pourquoi devrait-on récompenser par des fonds publics des actions intéressées aussi irresponsables socialement ? Les oligarques du transport aérien ont démontré de manière concrète qu'ils sont incapables de résoudre les

(Photos : ALPA Canada, SCFP, section locale 2002 d'Unifor)

l'avantage réciproque de tous. Le secteur du transport aérien, comme toutes les industries de base, a besoin d'une nouvelle direction et d'un nouvel objectif qui servent le peuple, l'économie et la société et sont sous le contrôle de ceux qui font le travail.

Air Canada

Depuis le milieu du mois de mars, le plus grand transporteur aérien du pays, Air Canada, a réduit son programme de vols de plus de 90 % et cloué au sol plus de 200 des 332 avions de sa flotte. À la même période, elle a mis à pied 1 500 employés. Elle a coupé son service international de 150 aéroports à seulement cinq. Le revenu brut des ventes de billets et de services à Air Canada a chuté de 604 millions de dollars ou de 16 % au premier trimestre de 2020 par rapport à l'année précédente. La compagnie dit avoir dépensé 22 millions de dollars en liquidités par jour en mars. Elle a rapporté une perte de 1,55 milliard pendant son premier trimestre, comparé à un profit de 345 millions au même trimestre l'an dernier. Air Canada a déclaré qu'elle s'attendait à une baisse des dépenses en liquidités parce qu'elle met fin à la plupart de ses vols sauf les vols de fret.

Telle est la vision arriérée et destructrice des oligarques dominants. Ils voient uniquement les « dépenses en liquidités » de ce qu'ils considèrent leur propre argent lorsqu'ils produisent un service nécessaire dans une situation d'urgence. Ils ne voient aucune valeur à mobiliser la classe ouvrière pour travailler et produire, bien qu'à un niveau moindre, pendant la pandémie. Ils crient à tue-tête. Pourquoi produire si le profit maximum est hors de portée et que nous flambons de l'argent qui nous appartient ? C'est le public qui doit flamber son argent pour payer les travailleurs à ne pas travailler !

Lorsqu'ils font face aux difficultés d'une urgence sanitaire, les riches oligarques agissent désespérément pour sauver leurs fortunes privées. Ils voient dans la destruction des occasions de sauver leur peau, de réclamer des deniers publics et même d'étendre leurs empires comme comptent secrètement le faire les oligarques d'Air Canada avec leur proposition d'acheter Air Transat à la moitié du prix qu'ils ont offert avant la pandémie.

Le deuxième trimestre d'Air Canada : Les résultats du deuxième trimestre de 2020 d'Air Canada montrent que le revenu brut est tombé de 4,738 milliards de dollars au deuxième trimestre de 2019 à 527 millions au deuxième trimestre de cette année, soit une baisse de 4,211 milliards ou 89 %. Seul le revenu du transport de fret a augmenté par rapport à l'an dernier de 52 % pour atteindre 269 millions. Le total des passagers transportés a chuté de 96 % par rapport au deuxième trimestre de 2019. La perte opérationnelle pour le trimestre a atteint 1,555 milliard de dollars comparé à un revenu d'exploitation de 422 millions au deuxième trimestre de 2019, soit une baisse de presque 2 milliards de dollars. À ce stade, Air Canada avait réduit ses effectifs de plus de la moitié – soit un total de 20 000 postes – par des mises à pied, l'attrition et des retraits anticipés.

Annulation de dessertes : Au mois de juin, Air Canada a annoncé la suspension complète de services de 30 lignes régionales. Les lignes annulées, sans qu'il n'y ait quelque plan de les répartir, sont les suivantes :

Provinces atlantiques : Deer Lake – Goose Bay, Deer Lake – St. John's, Fredericton – Halifax, Fredericton – Ottawa, Moncton – Halifax, Saint John – Halifax, Charlottetown – Halifax, Moncton – Ottawa, Gander – Goose Bay, Gander – St. John's, Bathurst – Montréal, Wabush – Goose Bay, Wabush – Sept-Iles, Goose Bay – St. John's.

Québec : Baie-Comeau – Montréal, Baie-Comeau – Mont-Joli, Gaspé – Iles-de-la-Madeleine, Gaspé – Québec; Sept-Îles – Québec; Val d'Or – Montréal, Mont-Joli – Montréal, Rouyn-Noranda – Val-d'Or.

Ontario : Kingston – Toronto, London – Ottawa, North Bay – Toronto, Windsor – Montréal.

Ouest canadien : Regina – Winnipeg, Regina – Saskatoon, Regina –Ottawa, Saskatoon – Ottawa.

Fermeture des escales à des aéroports régionaux : Air Canada a fermé ses escales dans les aéroports régionaux suivants :

Bathurst, Nouveau-Brunswick

Wabush, Terre-Neuve-et-Labrador

Québec : Gaspé, Baie-Comeau, Mont-Joli, Val-d'Or

Ontario : Kingston, North Bay

WestJet

WestJet, le deuxième plus grand transporteur canadien, a immobilisé plus tôt cette année 140 de ses 181 avions et a mis à pied plus de 9 500 de ses 14 000 employés. La destruction du service a causé une baisse de 95 % des voyages de passagers chez le transporteur, surtout en direction et en provenance de l'Alberta.

WestJet a aussi éliminé 80 % de ses vols vers les provinces atlantiques. Il a suspendu complètement ses services à Moncton, Fredericton, Sydney et Charlottetown et réduit de manière considérable ses vols vers Halifax et St. John's. Il a mis fin à tous ses vols entre Toronto et Québec.

Les autres transporteurs

Porter Airlines de Toronto a immobilisé toute sa flotte d'avions le 21 mars et dit maintenant que la suspension va se poursuivre au moins jusqu'au 15 décembre.

Air Transat a mis fin à presque toutes ses activités et a fermé son escale de Vancouver.

Sunwing et d'autres transporteurs régionaux plus petits au pays ont essentiellement suspendu leur service aérien.

NAV CANADA

Cette année, le contrôleur national du trafic aérien NAV CANADA, qui est un cartel privé des plus gros transporteurs aériens et d'autres, a mis à pied jusqu'à maintenant 720 de ses 4 600 travailleurs.

NAV CANADA a annoncé en mai qu'il augmenterait ses prix de 29,5 %, ce qui est entré en vigueur en septembre. Les nouveaux frais comprennent l'augmentation des prix des billets d'environ 100 dollars pour un vol-voyage d'une famille de 4 personnes. NAV CANADA a fait porter le blâme de la hausse sur l'absence d'un plus grand appui du gouvernement, mais il n'a pas spécifié, en tant qu'entreprise privée, quel appui il attend du trésor public.

Le président et chef de la direction Neil Wilson a écrit ceci dans un communiqué de presse à ce moment-là : « NAV CANADA reconnaît que cette augmentation survient à un moment où ses clients se trouvent également dans des circonstances exceptionnellement difficiles en raison de la pandémie. Avant de proposer cette mesure tarifaire, NAV CANADA a examiné activement toutes les solutions de rechange possibles, y compris l'aide gouvernementale, et elle continuera de les étudier et de les utiliser afin de réduire au minimum ou d'éviter l'augmentation proposée. »

NAV CANADA est une entreprise privée qui possède et exploite le système de navigation aérienne civile du Canada (FSNA) pour le compte des transporteurs privés. Son travail comprend le contrôle de la circulation aérienne, l'information de vol, les exposés météorologiques, l'information aéronautique, les services consultatifs d'aéroport et les aides électroniques à la navigation. Ces responsabilités étaient assumées par Transports Canada avant qu'elles soient

privatisées en 1996. Le gouvernement fédéral du Parti libéral de Jean Chrétien a transféré le FSNA de Transports Canada à NAV CANADA pour des frais de privatisation de 1,5 milliard de dollars. La direction cartellisée qui a pris le contrôle du FSNA est composée de quatre directeurs de grands transporteurs aériens, un de l'aviation générale et commerciale, trois du gouvernement fédéral et deux des syndicats d'employés.

Les sauvetages gouvernementaux de l'industrie aux États-Unis



Manifestations des agents de bord à Chicago, en Illinois, pour demander une extension du programme de protection de la paie (AFA)

La nécessité d'une nouvelle direction qui sert le peuple et non le profit privé des riches

L'échec colossal de l'élite dominante des États-Unis à faire face à la pandémie a contribué à une crise dans l'industrie du transport aérien qui, selon toutes les indications, se poursuivra pendant l'hiver. Les gens ne voyagent pas, par peur de contracter le virus ou en raison des restrictions gouvernementales. En fait, la crise économique résulte de l'incapacité ou plutôt du refus de l'élite dominante de mobiliser la classe ouvrière, le facteur humain/conscience sociale, pour faire face à l'urgence sanitaire. Cette réticence est ancrée dans le rapport social hostile et injuste que ceux qui possèdent et contrôlent les moyens de production ont avec la classe ouvrière. L'élite dominante considère tout développement du facteur humain/conscience sociale de la classe ouvrière comme le début d'un pouvoir entre les mains des travailleurs et une menace à la domination économique, politique et sociale continue de l'oligarchie super riche, la classe impérialiste.

La crise du transport aérien

Les rapports des compagnies aériennes pour le troisième trimestre (juillet, août, septembre) révèlent que la situation ne s'est pas améliorée depuis le printemps. Le volume de passagers chez les grandes compagnies aériennes des États-Unis a baissé de 65 % par rapport à ceux de l'an dernier. American Airlines (AA), Southwest Airlines et Alaska Airlines ont toutes rapporté que leur revenu brut d'exploitation a chuté de 70 % au troisième trimestre par rapport à la même période l'an dernier. United et Delta font état également de pertes trimestrielles de revenu brut de près de 80 % comparé à l'an dernier. Tous les transporteurs disent qu'ils perdent collectivement

environ 200 millions de dollars par jour parce qu'ils sont incapables de réaliser (vendre) même le nombre réduit de sièges de passagers disponibles[1].

AA rapporte une perte de 2,4 milliards au troisième trimestre, tandis que Southwest a perdu plus de 1,1 milliard et Alaska plus de 430 millions. Les compagnies aériennes disent qu'elles vont collectivement ramener leur production (capacité ou sièges de passagers disponibles) pour le reste de l'année à juste 30 % de la production de l'an dernier.



Les compagnies de l'industrie du transport aérien ont demandé à des milliers de travailleurs de l'industrie de prendre des indemnités de départ ou d'accepter des coupures de salaires. Rien qu'en septembre, United et AA ont mis à pied plus de 32 000 travailleurs. Les reportages ne parlent que de mises à pied, même lorsque le gouvernement offre des subventions aux entreprises pour garder les travailleurs à leur emploi. Un comité du Congrès a indiqué le 9 octobre que le département des Finances des États-Unis a permis aux compagnies d'aviation de garder les fonds d'aide qui devaient être remis aux travailleurs. Le journaliste de *Business Insider*, Tyler Sonnemaker, écrit : « La mauvaise gestion de l'administration Trump d'un programme de sauvetage face au coronavirus que le Congrès avait créé pour préserver les emplois dans l'aviation a plutôt mené à 16 655 mises à pied dans l'industrie tout en surpayant les entreprises qui licenciaient les travailleurs, selon une enquête effectuée par le Congrès plus tôt pendant le mois[2]. »

Les conditions concrètes des forces productives du secteur du transport aérien ont forcé une discussion sur leur situation au sein de l'économie et sur la nécessité d'une nouvelle direction. Des voix se font entendre pour déclarer que l'industrie du transport aérien devrait être déclarée un bien public administré par une autorité publique avec comme objectif de servir le peuple et l'économie et être redevable au peuple. La discussion se développe selon laquelle l'industrie du transport aérien est un moyen de production nécessaire ou une infrastructure publique de l'économie moderne, un service public en fait qui doit être stable et ne pas être sujet à des crises récurrentes, comme il l'est présentement entre les mains d'intérêts privés qui se font concurrence.

Le sens général de la discussion est qu'un service public doit servir le public en tant qu'infrastructure importante d'une économie moderne, surtout dans un pays aussi vaste que les États-Unis. Un service public, un moyen de production moderne, ne devrait pas être entre les mains d'intérêts privés rivaux dont l'objectif est le profit privé maximum. La propriété dans les mains d'intérêts se faisant concurrence, chacun ayant comme but le profit privé maximum, est en contradiction avec le but de servir les intérêts collectifs du peuple et de l'économie.

Le sauvetage gouvernemental pour payer les riches en faveur des compagnies aériennes des États-Unis

Il est rapporté que les compagnies aériennes des États-Unis ont reçu 60 milliards de dollars en aide financière dans le cadre de la *Loi sur l'aide, le secours et la sécurité économique relative au coronavirus – Loi CARES (Coronavirus Aid, Relief, and Economic Security Act – CARES Act)* de 2 billions de dollars. Il faut noter que la *Loi CARES* est entrée en vigueur et a versé des milliards de dollars aux entreprises, alors que le *Programme de sauvetage des actifs à risque (Troubled Asset Relief Program, le TARP)* et le sauvetage séparé de Fannie Mae et Freddie Mac qui s'élève à 700 milliards de dollars sont toujours en vigueur[3].

La portion de la *Loi CARES* dédiée au secteur du transporteur aérien comprend 25 milliards de dollars de subventions pour les entreprises du secteur, dont une portion est consacrée au paiement des travailleurs pour éviter qu'ils soient mis à pied. Cet aspect du programme a été très critiqué comme étant rempli de trous[4]. Un autre 25 milliards est constitué de prêts pour les plus grandes compagnies aériennes de transport de passagers et un autre 10 milliards est constitué de subventions et de prêts pour les transporteurs aériens de marchandises et les sous-traitants de l'aviation[5].

Le Congrès américain était en train de négocier une extension et une augmentation du programme de subventions de 25 milliards de dollars pour les compagnies aériennes et le programme séparé de 25 milliards en prêts aux compagnies aériennes, aux ateliers certifiés de réparation et aux agents de billetterie, mais les pourparlers ont été reportés après les élections du 3 novembre à cause de l'âpre lutte entre les factions rivales de l'élite dominante et leurs partis cartellisés pour le contrôle du gouvernement et du trésor public.

L'expropriation de la nouvelle valeur réalisée par l'élite des compagnies aériennes pour payer les riches

Dans un article du *New York Times*, Roger Lowenstein révèle la pratique des compagnies aériennes de payer leurs actionnaires et leurs dirigeants à partir de la nouvelle valeur réalisée plutôt que de la garder comme une assurance pour parer à une crise inévitable ou pour rénover l'industrie. Roger Lowenstein considère que la pratique impérialiste de payer les riches par le rachat d'actions ou de vastes paiements à leurs cadres est antisociale. Les mêmes compagnies aériennes qui se sont engagées dans ces pratiques avant la pandémie demandent maintenant des sauvetages gouvernementaux, ce qui montre que les stratagèmes pour payer les riches sous des formes diverses existent en temps « normal » de même que pendant les crises.

Roger Lowenstein rappelle à ses lecteurs les crises récurrentes dans le secteur et précise qu'on peut prédire avec certitude que l'argent réalisé à même la nouvelle valeur réalisée sera bientôt nécessaire pour les « mauvais jours » de crise comme la pandémie. Il écrit qu'au lieu de mettre de l'argent de côté pour les « mauvais jours », « de 2014 à 2019, les quatre grands transporteurs (American, Delta, United et Southwest) ont dépensé 42 milliards de dollars en rachat d'actions dans l'espoir d'améliorer le prix de leurs actions ».

Lowenstein souligne que pendant une période où la nouvelle valeur réalisée est vaste, les compagnies aériennes devraient consacrer des fonds au réinvestissement ou comme mesures d'assurance au lieu d'offrir aux détenteurs d'actions de plus hauts prix par des rachats et de verser de grosses primes aux dirigeants principaux. L'auteur souhaite quelque chose qui est en contradiction avec l'objectif de ceux qui possèdent et contrôlent l'économie et qui peut uniquement se produire si les travailleurs l'imposent.

En plus de payer les riches par des rachats d'actions et des paiements extravagants aux cadres dirigeants, les compagnies aériennes ont fait des emprunts massifs dans la période qui a précédé la pandémie. Elles ont augmenté collectivement leur endettement d'environ 56 % entre 2014 et 2019. Par exemple, pendant cette période où la nouvelle valeur réalisée a été considérable, AA a augmenté sa dette active de 18 milliards à 33 milliards de dollars.

Roger Lowenstein écrit : « Cette frénésie d'emprunt a servi la stratégie de levier financier de Wall Street pour augmenter le risque. Temporairement cela a fonctionné; le prix des actions des compagnies aériennes a augmenté. Et le prix des actions a joué un grand rôle dans la paie des dirigeants principaux. Pendant ces six années, les cadres des quatre transporteurs ont empoché presque 340 millions en ventes d'actions. Le PDG d'American Airlines, Doug Parker, a été le grand gagnant, avec des ventes d'actions totalisant 150 millions de dollars. Et ces chiffres n'incluent pas les actions reçues, mais non encore vendues. »

Il faut se rappeler que le service de la dette des compagnies aériennes provient de l'expropriation d'une partie de la nouvelle valeur réalisée que les travailleurs du transport aérien produisent. Le service de la dette se poursuit, que le revenu brut et la nouvelle valeur réalisée demeurent élevés ou s'effondrent comme c'est le cas pendant la crise actuelle. Le service de la dette pendant une baisse de la nouvelle valeur réalisée signifie une baisse du profit disponible pour les dirigeants principaux, les rachats d'actions et les dividendes. C'est alors que d'autres stratagèmes pour payer les riches entrent en scène. Diverses formes pour payer les riches sont régulièrement utilisées pour s'occuper du service de la dette pendant une crise, comme les mesures de sauvetage de la part des gouvernements, l'intervention de la Réserve fédérale pour rendre disponible de l'argent bon marché ou la protection contre la faillite conférée par le Chapitre 11.

Roger Lowenstein écrit ce qui suit au sujet des sauvetages des compagnies aériennes par les gouvernements : « L'argument en faveur d'un sauvetage repose sur la prémisse que les compagnies aériennes sont importantes pour la sécurité nationale. Mais les sauvetages sauvent les actionnaires. Les actifs – les avions, les gares, etc. – perdurent en dépit des changements de propriétaires. L'histoire de l'industrie est pleine de banqueroutes et pourtant les avions continuent de voler. L'autre argument est que les sauvetages préservent un plus haut niveau de force de travail qu'il serait autrement possible de maintenir puisque les revenus ont chuté. »



Roger Lowenstein réfute cet argument et suggère une alternative tout en donnant peu de détails sur comment cela pourrait être fait, à part suggérer que les représentants des oligarques au Congrès devraient le faire même s'ils sont les architectes réguliers des stratagèmes pour payer les riches. Il écrit : « Si et quand le trafic aérien reprend, les niveaux d'employés vont reprendre eux aussi. En attendant, il vaudrait mieux faire parvenir les chèques directement aux gens, jusqu'à ce qu'ils trouvent du travail dans des secteurs qui sont en croissance. Si les dirigeants exécutifs ne sont pas

prêts à renoncer à leurs gains, le Congrès peut s'emparer de tout transporteur qui échoue, renvoyer le directeur général et exploiter l'entreprise comme bien public. Mettons fin à cette farce par laquelle les compagnies aériennes sont des entreprises qui prennent des risques dans les bons jours et sont le fardeau du public dans les mauvais jours. »

L'industrie du transport aérien comprend aussi la production de ses instruments de production fixes les plus importants, les avions commerciaux et les aéroports. Les deniers publics subventionnent de façon substantielle ces deux moyens de production fixes. Le versement de fonds publics pour les avions à des entreprises comme Boeing, et pour les aéroports, réduit le prix de marché que les compagnies aériennes doivent payer.

Boeing fait face à une âpre concurrence du cartel européen Airbus, qu'il accuse de recevoir des subsides gouvernementaux qui réduisent le prix de marché de ses avions commerciaux. Les prix plus bas pour les moyens de production contribuent à réduire le montant des investissements en valeur fixe des compagnies aériennes, ce qui augmente leur taux de profit. La production d'avions, qui est aussi intimement liée à l'économie de guerre, et les aéroports devraient faire partie d'un bien public qui fonctionne dans l'intérêt du public afin de servir le peuple et l'économie. Ils ne devraient pas être la cible de l'intérêt privé, des stratagèmes pour payer les riches et des fauteurs de guerre impérialistes.

Le professeur Roger Lowenstein a le mérite de suggérer une direction et un objectif alternatifs pour l'industrie du transport aérien sans toutefois concrétiser son opinion d'une manière pratique. Toute direction alternative doit confronter le contrôle économique, politique et social de

l'oligarchie mondiale, des impérialistes. La classe ouvrière est la seule classe qui est capable de produire une alternative prosociale crédible. À cet égard, une nouvelle direction comprend nécessairement la mobilisation de la classe ouvrière pour défendre et réclamer ce qui lui revient de droit et confronter les problèmes réels du secteur avec des solutions réelles en périodes de stabilité comme en période de crise, comme c'est le cas maintenant avec l'urgence sanitaire.

Le sauvetage fédéral des compagnies aériennes en 2001 et le recours au Chapitre 11 sur la protection de la faillite

Pour sauver les compagnies aériennes en 2001, le président George Bush a promulgué la *Loi sur la sécurité et la stabilisation du transport aérien (Air Transportation Safety and Stabilization Act)* qui a versé des fonds publics aux compagnies aériennes pour les « indemniser » pour la réduction de leur revenu brut à la suite des attentats du 11 septembre. La Loi a fourni 5 milliards de dollars de subventions et 10 milliards de dollars de garanties de prêts et d'autres instruments de crédit fédéral.

Le Chapitre 11 sur la protection de la faillite

La protection du Chapitre 11 de la loi sur les faillites fonctionne comme un stratagème pour payer les riches. Les grandes compagnies aériennes y ont eu recours à plusieurs reprises depuis le début du siècle. Entre 2002 et 2011, American, Delta, Frontier, Northwest, United et U.S. Airways se sont toutes placées sous la protection du Chapitre 11[6].

Dans un article du *Washington Post* intitulé « Les compagnies aériennes des États-Unis n'ont pas besoin d'un sauvetage pour continuer de fonctionner », Richard Squire a écrit : « Elles ont toutes [les compagnies aériennes sous le Chapitre 11] continué de voler, et toutes en sont ressorties intactes. (Certaines ont été consolidées depuis par des fusions). La plupart de leurs clients ne s'en sont même pas aperçus. »

Richard Squire écrit : « Une fois qu'une entreprise publique [c'est-à-dire une entreprise cotée en bourse et non une entreprise publique par opposition à une entreprise privée – Note du LML] se place sous la protection du Chapitre 11, elle a rarement du mal à lever de nouveaux crédits pour couvrir ses dépenses d'exploitation, comme la paie. Ce fut le cas même pendant la crise financière de 2007-2009, lorsque, malgré la rareté générale du crédit, les prêts de faillite privée ont atteint un nouveau sommet. Les prêts de faillite aux compagnies placées sous le Chapitre 11 sont très sûrs parce que le Code des faillites donne au prêteur de faillite une réclamation de haute priorité sur les actifs. Et les prêteurs bancaires potentiels regorgent maintenant [en 2020] de liquidités, grâce aux interventions de la Réserve fédérale sur les marchés ces dernières semaines. »

Richard Squire fait remarquer : « Les compagnies aériennes ne sont pas à court de liquidités parce que leurs dettes arrivent à échéance plus tôt que prévu. Elles épuisent leurs liquidités parce que leurs revenus sont beaucoup plus bas que prévu. C'est un problème de solvabilité, pas de liquidités. Les pertes sont inévitables. La seule question est si Washington laisse les investisseurs privés se débrouiller avec les pertes ou les refile aux contribuables. »

Il ajoute : « Le président a aussi déclaré qu'il veut appuyer les compagnies aériennes parce qu'elles 'ne sont pas responsables' de la crise actuelle. Peut-être, mais les investisseurs d'une industrie doivent assumer leur responsabilité pour ses coûts sociaux directs. Sinon, l'industrie devient trop vaste tout en sous-investissant en ce qui concerne les précautions. Nul doute que les compagnies aériennes fournissent un service valable socialement. C'est à cause du risque d'une plus grande propagation que les gouvernements interdisent les vols internationaux et que le public fuit les cabines d'avion surpeuplées. La baisse de revenus qui en résulte pour l'industrie est l'expression d'un risque commercial inhérent au service que vendent les entreprises aériennes. Ce sont les investisseurs des compagnies aériennes, et non les contribuables, qui doivent porter le fardeau des

pertes qui en résultent. »

Richard Squire écrit aussi que les compagnies aériennes exercent un chantage pour pousser le public à croire que c'est seulement par des manoeuvres pour payer les riches que « des mesures draconiennes comme les licenciements » peuvent être évitées. Dans une lettre commune aux dirigeants politiques du Congrès en septembre, les compagnies ont averti que si elles ne reçoivent pas immédiatement le 29 milliards de dollars additionnels en subventions « de protection de la paie » et un autre « 29 milliards en prêts ou garanties de prêts », il pourrait y avoir des mises à pied massives de même que des faillites. Bien sûr, les intérêts privés en contrôle ne suggéreront jamais une nouvelle direction pour l'industrie pour en faire un bien public ayant un nouvel objectif prosocial de servir le peuple et l'économie. Au lieu de cela, elles réclament des manoeuvres pour payer les riches afin de renforcer leur pouvoir, leur richesse et leurs privilèges de classe impérialiste privés.

Notes

1. La situation en Europe est similaire avec IAG, un cartel d'investissement mondial qui contrôle British Airways, Iberia et d'autres compagnies aériennes et intérêts industriels et financiers. IAG rapporte que ses compagnies aériennes ont connu un déclin en revenu brut de plus de 80 % au troisième trimestre comparé à il y a un an et que ses avions sont régulièrement à moitié pleins.

2. Le *Business Insider* écrit : « Le programme de protection de la paie [PSP], qui a été établi par la *Loi CARES* et s'est terminé ce mois-ci, a chargé le département américain du Trésor d'allouer 3 milliards de dollars U.S. aux entrepreneurs de l'aviation pour éviter des mises à pied non nécessaires alors que la pandémie a cloué les avions au sol.

« L'argent était censé couvrir la liste de paie des entreprises pendant six mois, jusqu'au 30 septembre, en échange de quoi les bénéficiaires devaient garder les travailleurs à leur emploi pendant ces six mois.

« Mais les 'délais' et 'l'approche perverse' du département du Trésor dans la mise en application du PSP ont encouragé les compagnies à congédier les travailleurs pendant qu'elles attendaient les fonds, a conclu le Comité spécial de la Chambre sur la crise du coronavirus dans un rapport publié le 9 octobre. [...]

« 'Ces délais ont poussé au moins 15 entrepreneurs de l'aviation différents à mettre à pied au moins 16 655 employés avant que les ententes n'entrent en vigueur, soit plus de 15 % de la force de travail actuelle engagée par les entrepreneurs de l'aviation', lit-on dans le rapport. »

Pour lire le rapport de la Chambre, [cliquer ici](#)

« Tyler Sonnemaker souligne que le département du Trésor américain a 'laissé les compagnies continuer à mettre à pied les travailleurs pendant que leurs demandes de PSP étaient traitées.' Selon le rapport, la décision a 'eu l'effet pervers d'inciter les compagnies à mettre à pied ou à mettre en congé des travailleurs avant d'appliquer l'entente' et à 'stocker l'argent au lieu de réengager les travailleurs mis à pied.'

« Swissport, Gate Gourmet et Flying Food Fare font partie des compagnies liées à l'industrie de l'aviation qui, selon le rapport, ont mis à pied des travailleurs tout en acceptant des fonds d'aide relatifs au coronavirus, et certaines compagnies ont utilisé les fonds pour payer leurs plus hauts dirigeants exécutifs. Le rapport souligne que Flying Food, par exemple, a reçu plus de 85 millions de dollars des contribuables et a 'rétabli le plein salaire des principaux dirigeants exécutifs et cadres' bien que plusieurs autres personnes de la compagnie étaient mises à pied. », a écrit Alternet.

Le bulletin *ProPublica* donne des exemples de ces pratiques dans un article particulièrement poignant qu'on peut lire en [cliquant ici](#)

3. *ProPublica* écrit qu'au 12 août 2020, les sauvetages TARP et de Fannie Mae et Freddie Mac en 2008 ont fourni 634 millions en fonds publics à 982 entreprises bénéficiaires. Le bulletin tient une liste de sauvetages attribués à ces centaines de compagnies qui reçoivent des fonds publics des deux programmes et de ce qui a été et n'a pas été remboursé. La liste des

sauvetages est [disponible ici](#)

4. « L'administration Trump a laissé les compagnies aériennes mettre à pied plus de 16 500 travailleurs pendant qu'elles recevaient des fonds de secours liés au coronavirus — dont certains ont été utilisés pour payer leurs plus hauts dirigeants exécutifs — selon un rapport du Congrès », écrit Tyler Sonnemaker dans le numéro du 20 octobre 2020 de *Business Insider*.

5. Jusqu'à maintenant, plusieurs gros transporteurs ont reçu plus de 12 milliards de dollars par le biais du programme de sauvetage de CARES. American Airlines a reçu 5,8 milliards, United 5 milliards, Alaska 992 millions, JetBlue Airways 936 millions, Frontier Airlines 205 millions, Hawaiian Airlines 292 millions et SkyWest 438 millions.

Cinq compagnies aériennes ont conclu une entente avec le département du Trésor pour une portion du 25 milliards de dollars de prêts fédéraux pendant la pandémie : American Airlines, Hawaiian Airlines, SkyWest Airlines, Spirit Airlines and Frontier Airlines.

Le printemps dernier, U.S. Airlines a commencé à recevoir des portions d'un 25 milliards de dollars additionnels de subventions pour couvrir les salaires des travailleurs. Les transporteurs de fret ont reçu un montant additionnel de 4 milliards. Des discussions étaient en cours au Congrès pour prolonger ce programme jusqu'en mars prochain, mais la lutte électorale entre les partis cartellisés des riches a forcé le report de la décision.

Une liste des centaines de compagnies aériennes qui ont déjà reçu leur soutien de la paie du gouvernement fédéral est [disponible ici](#).

Le département du Trésor américain écrit :

« Paiements du programme de protection de la paie

« La section 4112 du *Coronavirus Aid, Relief and Economic Security Act (CARES Act)* autorise le département du Trésor à fournir 32 milliards de dollars pour indemniser les travailleurs de l'industrie de l'aviation et préserver leurs emplois.

« Le Programme de protection de la paie, en vertu de la Section A, du Titre IV, du Sous-Titre B de la *Loi CARES* protège la paie en vigueur chez les transporteurs de passagers, les transporteurs de fret et certains entrepreneurs pour la continuation du paiement du salaire des employés, des salaires de ceux qui sont à salaire fixe et des avantages sociaux. Un montant total pouvant atteindre 25 milliards est disponible pour les transporteurs aériens de passagers, 4 milliards pour les transporteurs aériens de fret et 3 milliards pour certains entrepreneurs. »

6. Le Chapitre 11 est semblable à la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (LACC)* de protection de la faillite pour les entreprises au Canada. Les travailleurs canadiens connaissent très bien la sinistre LACC qui est souvent utilisée pour attaquer leurs pensions et leurs avantages sociaux, et pour permettre de façon générale aux riches en contrôle de sortir aussi indemnes que possible d'une crise réelle ou inventée. L'aciérie Stelco de Hamilton en Ontario a inventé une faillite en vertu de la LACC en 2004, que la section locale 1005 du Syndicat des Métallos a dénoncée comme une vaste fraude pour payer les riches. On peut lire l'histoire de cette lutte dans les pages du *Marxiste-Léniniste* de cette période.

Les riches en contrôle d'une compagnie placée sous la protection de la LACC, de même que ceux responsables du processus de faillite comme le cartel Ernst & Young Global Limited, ont recours au processus pour s'enrichir eux-mêmes, attaquer la classe ouvrière et forcer des investisseurs rivaux à renoncer à une partie de leur investissement dans la compagnie placée sous la protection de la LACC, ou à subir un régime minceur selon l'acception populaire.

Une fois que les travailleurs et certains créanciers ont subi ce « régime minceur » par le biais du Chapitre 11 ou de la LACC, des compagnies comme les entreprises aériennes des États-Unis, émergent alors de la protection de la faillite et continuent leurs activités. D'autres compagnies sous la protection de la faillite peuvent être dissoutes et ce sont les riches en contrôle qui s'emparent de la part du lion des actifs tandis que les travailleurs ramassent leur vie à petits morceaux sans sécurité d'emploi, et sans les avantages sociaux et les pensions qu'ils ont mis des années à amasser.



Exigeons un statut d'immigration permanent pour les travailleurs migrants, les réfugiés et les étudiants internationaux

Mettons fin à l'exploitation et au mauvais traitement des étudiants internationaux



Le 20 octobre, le gouvernement Trudeau a levé les restrictions de voyage pour les étudiants internationaux venant au Canada pour étudier. La seule condition est qu'ils détiennent un permis d'études valide et que l'établissement d'enseignement désigné auquel ils sont inscrits ait un plan d'intervention immédiate en réponse à la COVID-19, approuvé par la province.

Pourquoi cela se fait-il ? Au cours de l'été, on a signalé qu'il y avait eu une baisse de 22 % des permis d'études émis par le gouvernement aux étudiants étrangers, ce qui aurait une incidence sur les budgets de toutes les universités et collèges du Canada. Alors que les gouvernements continuent de sous-financer les établissements publics d'enseignement postsecondaire dans le contexte de l'offensive antisociale, les universités et les collèges sont de plus en plus dépendants des frais de scolarité élevés imposés aux étudiants étrangers.

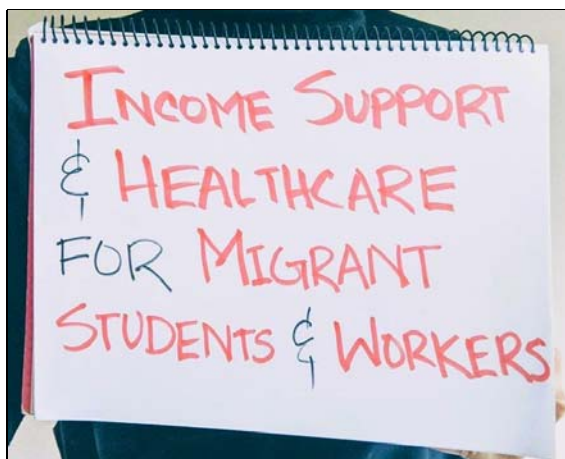
Par exemple, à l'Université de Toronto, qui se présente dans le monde entier comme la meilleure université au Canada, les étudiants internationaux représentent 30 % du total des effectifs étudiants. La plupart espèrent rester au Canada. Ils contribuent pour près d'un milliard de dollars au fonctionnement de l'université, soit un tiers de son budget. Pour avoir le privilège de fréquenter l'Université de Toronto, un étudiant international de premier cycle qui poursuit un baccalauréat en arts ou en sciences paie plus de 40 000 dollars par année tandis qu'un étudiant canadien paie 6 200 dollars. En général, les étudiants internationaux qui fréquentent les universités et collèges canadiens paient de deux à six fois les frais de scolarité que les étudiants canadiens paient pour les mêmes programmes. Dans une interview accordée au



journal du campus *The Varsity* en février 2019, le président de l'Université de Toronto, Meric Gertler, a déclaré que les frais de scolarité des étudiants internationaux sont calculés pour couvrir « tous les coûts associés à l'éducation de ces étudiants », sans révéler quels sont « tous les coûts ».

Actuellement, les étudiants de l'Inde, de la Chine, de la République de Corée, du Brésil et du Vietnam constituent la plus grande cohorte d'étudiants internationaux au Canada. Étudiants migrants unis (MSU), une organisation de défense nationale pour les étudiants internationaux au Canada, note qu'il y a 721 000 titulaires de permis d'études au Canada, ainsi que quelque 500 000 titulaires de permis de travail de troisième cycle qui, ensemble, contribuent pour près de 30 milliards de dollars à l'économie canadienne. Ils sont pris au piège d'une arnaque que l'État canadien a créé pour assurer une source de main-d'œuvre bon marché aux monopoles canadiens et aux oligarques financiers, ainsi qu'une source de revenus pour subventionner le fonctionnement des collèges et universités canadiens. Le gouvernement canadien, de concert avec les établissements postsecondaires et les « consultants » non réglementés du monde entier, facturent aux étudiants de grosses sommes d'argent pour le « privilège » d'étudier au Canada.

Lorsque les étudiants internationaux arrivent au Canada, ils doivent se débrouiller seuls dès le premier jour. Les règles et les politiques régissant la capacité des étudiants internationaux à travailler au Canada sont restrictives. Un exemple est celui de Jobandeep Sandhu, un étudiant du Pendjab en génie mécanique au Collège Canadore, campus de Mississauga, qui a été arrêté par la police alors qu'il conduisait un camion de Montréal à Toronto. C'était en décembre 2017, alors qu'il était à 10 jours de recevoir son diplôme. Par la suite, il a été constaté qu'il travaillait plus que les 20 heures par semaine autorisées. Il avait accumulé près de 27 000 dollars en frais de scolarité et autres frais afférents et a été contraint de travailler de plus longues heures. En dépit d'une large opposition, y compris une pétition adressée au ministre fédéral de l'Immigration de l'époque, Ahmed Hussen, signée par plus de 50 000 personnes qui appelait le gouvernement canadien à permettre à Jobandeep Sandhu de rester au Canada, il a été expulsé en juin 2019 pour « infraction à la loi ».



Statistique Canada a rapporté en 2019 que les étudiants internationaux qui trouvent du travail après l'obtention de leur diplôme gagnaient moins que leurs homologues canadiens six ans après l'obtention de leur diplôme. Une enquête de 2018 du Bureau canadien de l'éducation internationale a révélé que près de 60 % des étudiants internationaux au Canada interrogés étaient au chômage et avaient de la difficulté à trouver du travail dans des domaines qui leur permettraient d'accumuler suffisamment de points pour demander la résidence permanente. Et c'était avant la COVID-19 !

Comme Étudiants migrants unis, la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants et d'autres organisations l'ont souligné, depuis le début de la pandémie de la COVID-19 au Canada, les étudiants internationaux ont été davantage victimes du manque total de soutien du gouvernement fédéral. Pourtant, en mai de cette année, afin de continuer à voler les étudiants étrangers, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada a statué qu'à la lumière de la pandémie de la COVID-19, les étudiants internationaux peuvent étudier en ligne dans les universités et collèges canadiens sans que cela compromette leur admissibilité à un permis de travail postdiplôme.

C'est inadmissible. Les libéraux de Trudeau ont officialisé l'exploitation et les mauvais traitements des étudiants internationaux dans leur Stratégie en matière d'éducation internationale (2019-2024) pour augmenter considérablement le nombre d'étudiants étrangers au Canada. Lorsque le plan a

été annoncé, le ministre de la Diversification du commerce international, Jim Carr, a déclaré :

« L'éducation internationale est un pilier essentiel de la compétitivité à long terme du Canada. Les Canadiens qui étudient à l'étranger sont exposés à des cultures et à des idées nouvelles, ce qui stimule leur capacité à innover et développe chez eux d'importantes compétences interculturelles. Quant aux étudiants étrangers qui étudient au Canada, ils procurent à notre pays les mêmes avantages. S'ils choisissent d'immigrer au Canada, ils contribuent à la réussite économique du pays. Ceux qui choisissent de retourner dans leur pays resteront toute leur vie des ambassadeurs du Canada et des valeurs canadiennes. »

Les Canadiens ne veulent pas que les étudiants internationaux soient exploités et maltraités au nom de l'amélioration de la « compétitivité à long terme du Canada ». Ils ne veulent pas que les étudiants internationaux soient déracinés des pays qui les ont élevés et emmenés au Canada où leurs droits fondamentaux sont niés, comme c'est le cas actuellement dans le cas de la pandémie. C'est une abomination de créer un chemin vers la citoyenneté qui est essentiellement truqué contre la majorité des étudiants internationaux au Canada qui, même avant la COVID-19, étaient incapables de trouver le travail qui leur permettrait de se qualifier pour la résidence permanente et la citoyenneté. Le processus de citoyenneté devrait commencer dès que les étudiants internationaux arrivent, en reconnaissance du fait qu'ils contribuent au Canada dès leur arrivée ici.

(Sources : Gouvernement du Canada, Globe and Mail, Migrant Students United, The Varsity. Photos : LML, Alliance des travailleurs migrants, B.S. Walters)



Les étudiants internationaux manifestent à Toronto pour revendiquer leurs droits



Étudiants migrants unis (MSU), une filiale nationale de l'Alliance des travailleurs migrants pour le changement, a organisé le 25 octobre un rassemblement devant les bureaux de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada au centre-ville de Toronto pour exiger la reconnaissance des droits des étudiants internationaux. Ils ont revendiqué que le gouvernement canadien garantisse leurs droits fondamentaux de vivre, travailler et étudier au Canada et de respecter les promesses qui leur ont été faites pour les inciter à venir dans ce pays. Des activistes du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) ont aussi participé à l'action.

La principale revendication est le renouvellement du permis de travail postdiplôme (PPTPD) pour tous les étudiants internationaux afin qu'ils aient plus de temps pour remplir leurs conditions d'emploi pour se qualifier pour la résidence permanente. Bon nombre des plus de 700 000 titulaires de permis de travail pour étudiants internationaux sont confrontés à la réalité que leur permis de travail expirera à la fin de 2020 et qu'ils seront déportés parce qu'ils ne sont pas en mesure de remplir leurs conditions d'emploi pour être admissibles au statut de résident permanent.

Sarom Rho, la principale organisatrice de MSU à Toronto, a souligné les difficultés extrêmes auxquelles les étudiants internationaux sont confrontés durant la pandémie de la COVID-19. Elle a souligné que les étudiants étrangers paient des frais de scolarité deux à six fois supérieurs à ceux des citoyens ou des résidents permanents. Ils contribuent des milliards de dollars à l'économie grâce à ces frais élevés, à leur travail et à leurs impôts, mais ils ont été complètement ignorés par le gouvernement libéral de Justin Trudeau et privés de tout soutien financier d'urgence, de soins de santé et d'autres services sociaux de base. Ils demeurent extrêmement vulnérables. Beaucoup souffrent de la faim, ont perdu leur emploi et leur logement, sont coupés de leur famille et risquent maintenant d'être déportés. Elle a réclamé la fin de ces abus envers les étudiants internationaux. Elle a présenté les quatre revendications de MSU aux gouvernements du Canada et de l'Ontario :

1. **Corriger les règles relatives au travail** : rendre les permis de travail de troisième cycle renouvelables afin que les anciens étudiants puissent remplir les conditions de résidence permanente (RP) sur le marché du travail lié à la COVID-19; supprimer les délais et compter tous les travaux pour l'Obtention de la RP.

2. **Donner un accès réel à la RP** : réduire les points requis pour obtenir la RP; garantir un statut d'immigration complet et permanent à tous les migrants.

3. **Réduire les frais de scolarité et assurer des services complets** : veiller à ce que les étudiants migrants paient les mêmes frais de scolarité que les Canadiens; assurer un accès complet à tous les services, y compris les soins de santé, le logement, les bourses, les prestations d'urgence en cas de pandémie, un soutien et des emplois en milieu scolaire; un accès immédiat à un numéro d'assurance sociale.

4. **Unir les familles** : permettre aux familles de voyager et garantir des permis de travail aux membres de la famille.

Deux étudiantes diplômées du Collège George Brown, une du Brésil et l'autre de Pologne, ont fait état de leurs luttes, de leurs frustrations et de leur stress constant au sujet de leur avenir. Elles ont exprimé leur détermination à continuer de se battre pour les droits de tous les étudiants internationaux et travailleurs migrants au Canada pour obtenir un statut permanent afin qu'ils puissent continuer à vivre au Canada et à mettre leurs talents à contribution. Ils ont appelé tout le monde à se joindre à eux dans leur combat pour la justice.

Une pétition en ligne pour « Corrigez le PPTPD, assurez un statut pour tous et toutes » peut être signée [ici](#) :

(Source : MSU. Photos : LML)



Les Montréalais honorent les morts en luttant pour les vivants

- Diane Johnston -



Dans le cadre de la journée d'action pancanadienne du Réseau des droits des migrants organisée le 1er novembre « pour lancer l'appel à un statut d'immigration complet et permanent pour tous », Solidarité sans frontières a organisé un rassemblement à Montréal. Le rassemblement s'est tenu à l'extérieur du bâtiment de Radio-Canada « pour souligner et contester notre invisibilité dans les grands médias. » Environ 70 personnes, principalement des jeunes, ont participé à l'événement.

Le 2 novembre est le Jour des morts, une célébration mexicaine pour commémorer et honorer les morts. L'action a été organisée en l'honneur des amis, des parents, des compatriotes et des camarades de combat décédés, ainsi que pour renforcer la détermination de chacun dans la lutte pour la reconnaissance des droits, y compris le droit d'être, pour tous les êtres humains dans la société. L'événement a consisté en un « die-in » symbolique, décrit comme « une action artistique pour représenter nos morts ».



Le premier orateur a souligné que non seulement les migrants sans papiers sont engagés dans une lutte à finir pour la reconnaissance de leurs droits, mais qu'ils sont également en première ligne de la lutte contre la COVID-19. L'indifférence des gouvernements à l'égard des conditions de travail et de vie intenable de ces travailleurs a causé le décès de certains d'entre eux. « Nous avons l'intention de poursuivre la lutte tant que cette question des migrants n'est pas résolue, a affirmé un orateur. Nous resterons sur le terrain et continuerons de nous battre pour eux, car c'est une question de dignité humaine ».

Un message de Robyn Maynard de Black Lives Matter a été lu. Entre autres, elle écrit que les injustices auxquelles les migrants sont confrontés aujourd'hui font partie du long héritage d'injustice raciale du Canada et que toute l'histoire du pays en est une de discrimination raciale. Elle a dit que la pandémie a révélé l'exploitation scandaleuse de la main-d'oeuvre migrante au Canada. « Travailleurs de la santé de première ligne, ouvriers d'usine, concierges, chauffeurs, commis d'épicerie – sans ces emplois, ce pays ne fonctionne pas. Et pourtant, ceux qui font ce travail sont soumis aux pires conditions de travail [...]. »

« Aucun de nous n'est libre alors que certains d'entre nous travaillent, comme les femmes noires

ou racialisées, en première ligne de la pandémie tout en craignant d'être déportées.

« Aucun de nous n'est libre lorsque nos frères et soeurs travaillent dans une usine confrontée régulièrement à des abus à la place de travail pour un salaire minable [...]. »

« Aucun de nous n'est libre alors que les Noirs et les personnes racialisées à travers le continent américain, les Caraïbes, l'Amérique centrale et du Sud sont forcés de quitter leurs maisons en raison du système économique mondial inégal [...] et alors que les mines canadiennes s'approprient le sud de la planète. »

Maynard a ensuite encouragé tout le monde à poursuivre la lutte « de notre temps, en travaillant à construire un monde meilleur et plus sécuritaire pour nous tous. Tous les migrants sont essentiels ! Tous les migrants ont besoin de protection, méritent la sécurité [...] et la justice ».

Les participants ont ensuite appris la nouvelle que Mamadou Konaté, un demandeur d'asile débouté originaire de la Côte d'Ivoire qui avait été détenu par l'Agence des services frontaliers du Canada le 16 septembre, avait été libéré. Son cas avait été largement médiatisé^[1]. Mamadou, qui a participé à l'action, a remercié chacun pour ses efforts pour obtenir sa libération, les encourageant à poursuivre la lutte pour un statut pour tous et toutes.

Les manifestants ont ensuite observé une minute de silence pour « se souvenir des milliers de migrants qui ont perdu la vie en traversant la frontière des États-Unis et du Canada ». Il s'agit notamment de Mavis Otuteye, une grand-mère ghanéenne vivant aux États-Unis qui avait dépassé la durée de son visa de visiteur de 2006 et a tenté de traverser au Canada en 2017. Son corps a été retrouvé à environ un demi-kilomètre au sud de la ville frontalière d'Emerson, au Manitoba, le 26 mai 2017.



Alan Kurdi, un garçon syrien de trois ans dont l'image a fait la photographie de son corps gisant sur une plage de Turquie le 2 septembre 2015 a fait la une des journaux du monde entier, a également été nommé lors de la commémoration. Le Canada, comme les autres puissances de l'OTAN, force des millions de personnes à quitter leurs foyers et crée des centaines de milliers de réfugiés par sa participation à la guerre, au changement de régime, à la destruction du pays, aux sanctions et à l'anarchie déclenchés par les impérialistes américains et les puissances de l'OTAN contre l'Irak, la Syrie, la Palestine, la Libye, l'Afghanistan, la Somalie, le Soudan, le Yémen et le Venezuela. Ceux qui sont forcés de quitter leur pays, dont font partie des réfugiés qui font face à la persécution et à la mort, sont alors qualifiés de « migrants », ce qui suggère que des millions de personnes quittent volontairement leur pays d'origine pour des raisons économiques. Cela obscurcit les causes de leur fuite, à savoir qu'ils ont été soumis au traitement le plus brutal, violent et inhumain en raison de l'intervention occidentale prétendument civilisée des États-Unis, du Canada et de l'Europe.

Des statistiques ont été fournies sur les milliers de morts de migrants qui fuient leur pays d'origine par la mer Méditerranée, année après année.

Les pays qui ferment leurs frontières aux demandeurs d'asile ont été condamnés, notamment les pays occidentaux qui ont été appelés à respecter la Convention de Genève de 1951 en ce qui concerne les droits des réfugiés.

Le rassemblement s'est terminé par le symbolique « die-in », alors que les participants se sont allongés sur le sol en commémoration de ceux qui ont péri.

Note

1. « Opposons-nous au rôle du Canada dans l'exploitation et le mauvais traitement des travailleurs migrants ! », LML, 10 octobre 2020

(Photos: Solidarité sans frontières.)

Rassemblement le 24 novembre pour arrêter les déportations massives des travailleurs étudiants migrants



Organisé par l'Alliance des travailleurs migrants pour le changement
Facebook

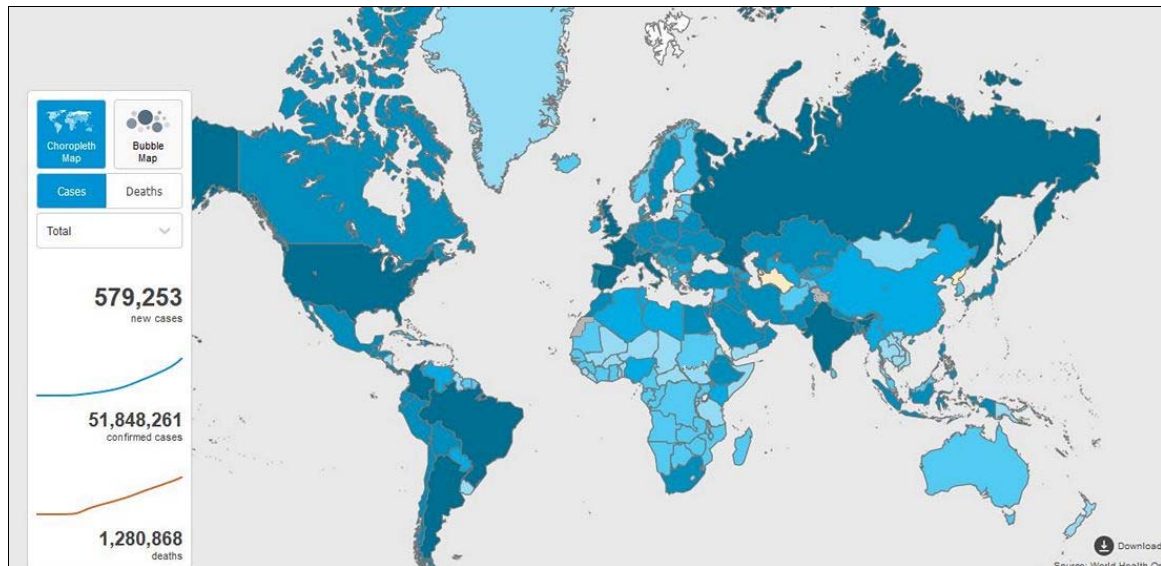
Des dizaines de milliers de travailleurs-étudiants migrants qui travaillent dans des emplois à bas salaires font face à la déportation à cause des critères d'immigration impossibles. Des millions de personnes ont perdu leur travail et leur salaire pendant la COVID-19, mais, pour les travailleurs-étudiants migrants qui ont des permis de travail d'une durée limitée, perdre leur emploi signifie qu'ils ne peuvent pas satisfaire aux critères pour demander la résidence permanente. Leurs permis de travail ne sont pas renouvelables et ils se terminent bientôt. Si le premier ministre Justin Trudeau et le ministre de l'immigration Marco Mendicino n'agissent pas rapidement, des milliers

de personnes seront forcées de quitter le Canada d'ici la fin de l'année ou deviendront des sans-papiers.

Les migrants ne doivent pas être punis pour la pandémie ! Rendez les règles d'immigration équitables pour mettre fin à la déportation de milliers de personnes ! Rendez les permis de travail renouvelables et valorisez le travail que chacun fait !

Mise à jour sur la COVID-19

Après huit mois de pandémie



Carte de l'Organisation mondiale de la Santé des cas de coronavirus dans le monde à 16 h 40, le 12 novembre 2020

Le 11 novembre a marqué la fin du 8e mois depuis que l'OMS a qualifié l'épidémie mondiale de la COVID-19 de pandémie. La période récente a vu une augmentation marquée des cas, les courbes d'infection qui avaient été aplaties menacent désormais de dépasser la capacité des systèmes de santé.

Au 13 novembre, au moins 53 256 556 cas de personnes infectées par le COVID-19 ont été enregistrés. Parmi ceux-ci, 37 316 738 personnes se sont rétablies et 14 637 743 cas sont actifs. Le nombre de personnes décédées de la COVID-19 est de 1 302 075. Le nombre de nouveaux cas quotidiens a fortement augmenté au cours du seul mois dernier, passant de 419 312, le 16 octobre, à un niveau record de 647 651, le 12 novembre. Les décès quotidiens ont été de 6 226 le 16 octobre et ont également atteint un sommet historique le 11 novembre avec 10 163 morts.

Les 20 pays avec le plus grand nombre de cas au 8 novembre étaient, par ordre décroissant : les États-Unis (10 880 526), l'Inde (8 729 190), le Brésil (5 783 647), la France (1 898 710), la Russie (1 880 551), l'Espagne (1 484 868), le Royaume-Uni (1 290 195), l'Argentine (1 284 519), la Colombie (1 174 012), l'Italie (1 066 401), le Mexique (991 835), le Pérou (930 237), l'Allemagne (752 830), l'Afrique du Sud (744 732), l'Iran (738 322), la Pologne (665 547), le Chili (526 438), la Belgique (520 393), l'Irak (514 496) et l'Ukraine (512 652).

Le 13 novembre, les 20 pays ayant le taux le plus élevé d'infection (mesurés en cas par million) parmi les pays ayant une population de plus d'un million d'habitants, sont : Bahreïn (48 875), Qatar (48 211), la Belgique (44 830), la République tchèque (41 682), l'Arménie (38 574), Israël

(35 026), Panama (33 034), les États-Unis (32 801), l'Espagne (31 754), le Koweït (31 594), la Suisse (29 631), la France (29 065), l'Argentine (28 326), le Pérou (28 070), le Chili (27 452), le Brésil (27 139), les Pays-Bas (25 456), la Slovaquie (25 193), le Costa Rica (23 662) et Oman (23 178).

Les 20 pays comptant le plus grand nombre de décès au 13 novembre étaient, par ordre décroissant : les États-Unis (248 638), le Brésil (164 332), l'Inde (128 722), le Mexique (97 056), le Royaume-Uni (50 928), l'Italie (43 589), la France (42 960), l'Iran (40 582), l'Espagne (40 461), le Pérou (35 067), l'Argentine (34 782), la Colombie (33 491), la Russie (32 443), l'Afrique du Sud (20 076), l'Indonésie (15 037), le Chili (14 699), la Belgique (13 891), l'Équateur (12 946), l'Allemagne (12 312) et l'Irak (11 580).

En ce qui a trait aux taux de mortalité, pour les pays de plus d'un million d'habitants, mesurés en cas par million d'habitants, les 20 pays affichant le taux le plus élevé au 13 novembre sont : la Belgique (1 197), le Pérou (1 058), l'Espagne (865), le Brésil (771), l'Argentine (767), le Chili (767), la Bolivie (752), les États-Unis (750), le Mexique (750), le Royaume-Uni (749), l'Équateur (730), l'Italie (721), la France (658), la Colombie (656), Panama (652), la Suède (609), la Macédoine du Nord (594), l'Arménie (572), la Bosnie-Herzégovine (552) et la République tchèque (537).

Pour les pays de l'hémisphère nord, l'arrivée de l'hiver devrait augmenter le taux d'infection, toutes choses étant égales par ailleurs.

En Europe, qui a été un point chaud au début de la pandémie et a institué des confinements au printemps, une situation en forte détérioration a entraîné la mise en place de mesures accrues telles que le port obligatoire de masques et la réduction des heures d'ouverture des bars et des restaurants au cours du mois dernier. Des confinements au niveau national ou régional sont de retour en Irlande, en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne, en Espagne et en République tchèque.

Situation au Canada

En date du 12 novembre, l'Agence de la santé publique du Canada signale un total de 282 477 cas enregistrés au Canada. De ce nombre, 226 775 se sont rétablis et 45 034 sont restés actifs. Il y a eu 10 768 décès. Il y avait 5 516 nouveaux cas le 12 novembre. En date du 13 novembre, le taux d'infection au Canada était de 7 463 cas par million d'habitants et le taux de mortalité était de 284 cas par million. La plupart des provinces et des territoires du pays ont connu une augmentation des cas au cours des dernières semaines.

La Dre Theresa Tam, administratrice en chef de la Santé publique du Canada, écrit dans sa déclaration du 12 novembre :

« Alors que la recrudescence de la COVID-19 se poursuit au Canada, nous surveillons un ensemble d'indicateurs épidémiologiques pour déterminer où la transmission de la maladie est la plus forte, où elle se propage ainsi que ses répercussions sur la santé des Canadiens et la capacité des services de santé publique, des laboratoires et du système de santé. Voici le plus récent résumé des tendances et des chiffres nationaux, ainsi que des mesures que nous devons tous prendre pour maintenir le nombre de cas de COVID-19 à des niveaux gérables dans tout le pays. [...]

« Comme ces chiffres sont élevés et continuent d'augmenter et que plusieurs régions connaissent une croissance rapide, il est important de se rappeler que la vaste majorité des Canadiens demeurent vulnérables à la COVID-19. C'est pourquoi il est important que chacun continue de prendre des précautions individuelles pour assurer sa propre sécurité et celle de sa famille et de sa collectivité.

« [...] Les dernières données nationales indiquent des moyennes quotidiennes de 4 015 nouveaux cas (du 4 au 10 novembre) et que 54 668 personnes ont subi un test de dépistage, dont 5,8 % ont reçu un résultat positif (du 1 au 7 novembre). Les éclosions continuent de contribuer à la propagation de la COVID-19 au Canada. Des éclosions, dont l'ampleur varie de quelques cas à des grappes importantes de cas, sont signalées dans divers milieux, notamment dans les établissements de soins de longue durée et les résidences-services, les écoles, les établissements d'habitation collective, les milieux de travail industriels et les grands rassemblements sociaux.

« Le nombre de personnes gravement malades continue d'augmenter. Les données provinciales et territoriales indiquent qu'en moyenne 1 361 personnes atteintes de la COVID-19 ont été traitées dans les hôpitaux canadiens chaque jour au cours de la dernière période de sept jours (du 4 au 10 novembre), dont 258 se trouvaient dans une unité de soins intensifs. Au cours de la même période, 50 décès liés à la COVID-19 ont été signalés en moyenne chaque jour. Les admissions non urgentes sont maintenant reportées dans certaines régions du pays en raison de l'augmentation des hospitalisations liées à la COVID-19.

« Étant donné que les hospitalisations et les décès ont tendance à se présenter une à plusieurs semaines après l'augmentation de la transmission de la maladie, il est préoccupant de savoir que nous n'avons pas encore constaté l'ampleur des répercussions graves associées à l'augmentation continue de la propagation de la COVID-19. De plus, les infections respiratoires et grippales sont généralement en hausse pendant l'automne et l'hiver, ce qui accroît la pression exercée sur les hôpitaux. C'est pourquoi il est si important pour les personnes de tous âges de continuer d'appliquer les pratiques de santé publique qui aident à garder les taux d'infections respiratoires bas.

« Comme nous restons plus à l'intérieur quand il fait froid, je conseille aux Canadiens d'éviter le plus possible les espaces clos, les lieux bondés et les contacts étroits. Les grappes importantes nous indiquent que les espaces clos où la ventilation est mauvaise, les lieux bondés et les situations de contacts étroits peuvent amplifier la propagation du virus. Les rencontres et les activités sociales informelles peuvent aussi être des occasions de propagation. Dans ces contextes plus détendus, comme les fêtes familiales, les célébrations et les activités récréatives, le laisser-aller et le manque d'application des pratiques en matière de santé publique peuvent mener à l'exposition de nombreuses personnes au virus et à des infections. C'est pourquoi il est recommandé de porter un masque non médical ou un couvre-visage lorsque vous passez du temps à l'intérieur avec des personnes qui ne font pas partie de votre ménage.

« Le Canada a besoin d'un effort collectif pour appuyer et assurer l'intervention en santé publique jusqu'à la fin de la pandémie, tout en tenant compte des conséquences sanitaires, sociales et économiques. Pour ce faire, nous devons maîtriser de nouveau la COVID-19 en réduisant le nombre de nos contacts étroits autant que possible et en suivant toujours les mesures de santé publique à la lettre : restez à la maison ou isolez-vous si vous avez des symptômes, maintenez une distance physique, portez un masque au besoin, et respectez les règles d'hygiène, comme le lavage fréquent des mains, l'étiquette respiratoire en cas de toux et le nettoyage et la désinfection des surfaces. »

Concernant la possibilité d'un vaccin, La Dre Tam a déclaré le 6 novembre que « nous sommes d'un optimisme prudent quant au fait que des vaccins sécuritaires et efficaces contre la COVID-19 seront disponibles au premier trimestre de 2021, ce qui nous rapprochera un peu plus de la gestion à grande échelle et à long terme de la COVID-19.

« Nous aimerions souligner que, lorsque des vaccins seront disponibles, nous aurons d'abord des réserves limitées. Même si l'approvisionnement augmentera au fil du temps, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux auront d'importantes décisions à prendre quant à la façon d'utiliser la réserve initiale de vaccins.

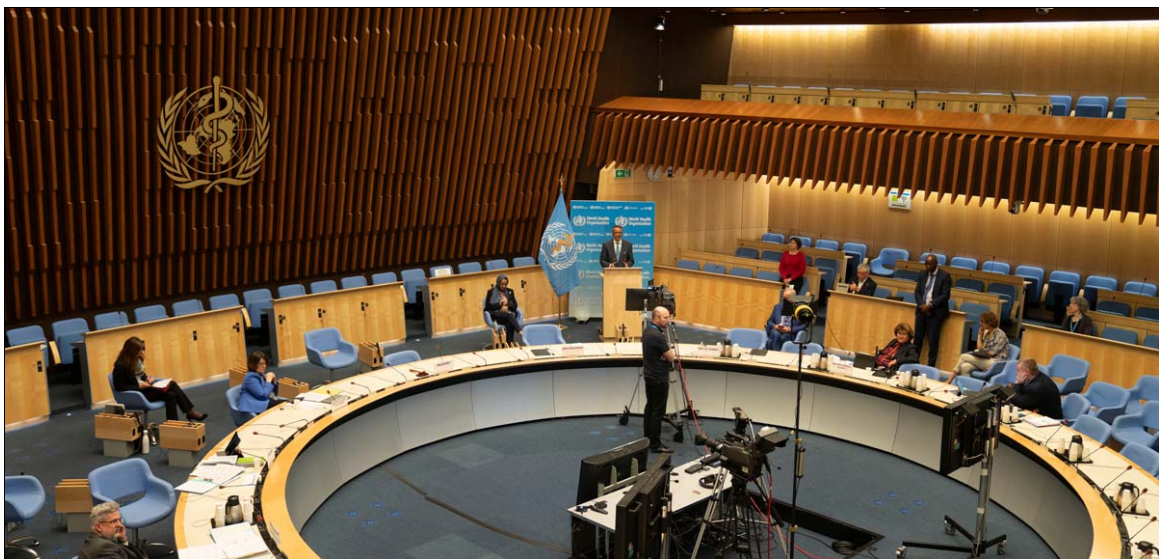
« Le Comité consultatif national de l'immunisation, ou CCNI, est un groupe consultatif de longue date qui est composé d'experts et qui propose des lignes directrices et des recommandations indépendantes pour éclairer des décisions difficiles comme celles-là.

« Mardi [3 novembre], le CCNI a présenté ses orientations préliminaires sur les principales populations qui devraient être prises en compte pour l'immunisation initiale contre la COVID-19. Parmi ces populations, mentionnons les personnes qui présentent un haut risque de complications graves ou ceux et celles qui sont fortement susceptibles de transmettre le virus à ces personnes, les travailleurs essentiels au maintien de l'intervention à la COVID-19 et les personnes qui contribuent au maintien d'autres services essentiels au fonctionnement de la société, et les personnes avec un haut risque d'infection et de conséquences disproportionnées du fait de leurs conditions de vie ou de travail, notamment dans les communautés autochtones. Le document d'orientation complet peut être consulté sur le site [Canada.ca](https://www.canada.ca).

« Bien que ces orientations préliminaires soient utiles aux fins de planification, il reste encore beaucoup à faire. Nous devons continuer de procéder aux essais cliniques, Santé Canada doit approuver les vaccins s'ils sont jugés sûrs et efficaces, et nous recevrons toujours d'autres conseils sur l'établissement des priorités selon les caractéristiques de chaque vaccin qui aura été approuvé. Entretemps, il est primordial que nous continuions de suivre les multiples mesures de protection individuelle que nous savons efficaces pour maintenir les taux d'infection à un bas niveau : restez à la maison si vous avez des symptômes, même faibles, lavez-vous souvent les mains, maintenez une distance physique, portez un masque lorsque vous passez du temps à l'intérieur avec des gens qui ne font pas partie de votre ménage, et évitez les espaces clos, les lieux bondés et les contacts étroits ou limitez le temps que vous passez dans de telles situations, lorsqu'il est difficile de respecter constamment les règles de distanciation physique. [...] »

(Statistiques de Worldometers.info)

La 73e Assemblée mondiale de la Santé reprend ses travaux en mode virtuel



Réunion de l'Assemblée mondiale de la Santé, le 18 mai 2020 (OMS)

L'Assemblée mondiale de la Santé (AMS) a repris ses travaux cette semaine en mode virtuel du 9 au 14 novembre. La session est un suivi de la réunion avec un ordre du jour réduit des 18 et 19 mai^[1]. L'AMS est l'instance de prises de décision de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

L'AMS a souligné trois principales préoccupations à discuter à cette réunion :

1) Vaincre la COVID-19 en s'appuyant sur la science, en recherchant des solutions et en faisant preuve de solidarité, en adoptant une approche complète reposant sur les données factuelles, en travaillant, tous les pays ensemble, à développer la mise au point des vaccins, produits de diagnostic et traitements.

2) Les membres de l'OMS ne doivent pas revoir à la baisse leurs grands objectifs sanitaires.

L'AMS a indiqué que : « La reprise de la session sera l'occasion d'examiner un plan de lutte contre les maladies tropicales négligées sur 10 ans ainsi que des initiatives contre la méningite, l'épilepsie et d'autres troubles neurologiques; sur l'alimentation de la mère, du nouveau-né et du jeune enfant; et sur la santé numérique et le Code de pratique mondial de l'OMS pour le recrutement international des personnels de la santé, adopté en 2010. »

3) Le monde doit se préparer dès maintenant à la prochaine pandémie. L'OMS « appelle la communauté sanitaire mondiale à faire en sorte que tous les pays soient mieux équipés pour détecter les cas de COVID-19 et d'autres maladies infectieuses dangereuses et y répondre. »

En somme, la principale préoccupation de l'OMS est de développer la capacité, la coopération et la solidarité de tous les pays pour surmonter collectivement les problèmes de santé auxquels l'humanité est confrontée.

Le bilan du travail de l'OMS en 2020

Dans son allocution à l'AMS, le directeur général de l'OMS, le docteur Tedros Adhanom Ghebreyesus, a fait un bilan de l'état de la pandémie et a dressé un aperçu du travail fait au cours de l'année pour surmonter la COVID-19 :

- L'OMS a produit pour le monde entier des orientations scientifiques les plus récentes.
- Elle a mené l'essai Solidarity, l'un des essais cliniques les plus vastes et les plus diversifiés, dans le but de produire des données solides sur les traitements.
- Elle a créé la plateforme d'apprentissage OpenWHO.org qui a permis de dispenser des formations en ligne gratuites sur 17 thèmes différents, dans 41 langues, et a enregistré plus de 4,5 millions d'inscriptions d'utilisateurs originaires du monde entier.
- Elle a assuré l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 afin de développer rapidement des vaccins, des produits diagnostiques et des traitements, et de les distribuer de manière équitable.

Le docteur Tedros a souligné le travail de l'OMS pour répondre à 60 situations d'urgence, « notamment des épidémies majeures de chikungunya au Tchad, de fièvre jaune au Gabon et au Togo, ou encore de rougeole au Mexique, des conflits au Sahel, au Moyen-Orient et dans le Caucase, des tempêtes aux Philippines et au Vietnam, et bien d'autres ». Il a dit que : « Après avoir lutté pendant 18 mois, sous la direction du Gouvernement de la République démocratique du Congo et en collaboration avec de nombreux partenaires, nous avons mis fin à l'épidémie d'Ebola dans l'est du pays – une des urgences sanitaires les plus complexes auxquelles l'OMS n'ait jamais été confrontée et que la plus grande éclosion de rougeole au monde a encore aggravée. » L'OMS a aussi prodigué des soins aux blessés de l'explosion à Beirut le 4 août. Elle a poursuivi son programme de vaccination pour éradiquer la poliomyélite, en dépit des difficultés posées par la COVID-19.

Il a aussi affirmé que l'OMS « avait progressé vers notre objectif de voir un milliard de personnes supplémentaires bénéficier de la couverture sanitaire universelle » et parlé des efforts de soutien

de l'OMS « au renforcement des systèmes de santé dans le monde qui ont enregistré des progrès significatifs ».

La transformation de l'OMS

Le docteur Tedros a souligné que l'OMS est en voie d'un processus de transformation menée par ses membres dont le but est de « produire un impact mesurable » dans les pays membres et de faire de l'OMS « une organisation moderne, dont l'action s'appuie sur les données, qui soutient les États Membres au moyen de données disponibles en temps voulu, fiables et exploitables afin d'obtenir un impact ».

Le deuxième volet de la transformation est de mettre en place « de nouveaux processus pour nous rendre plus efficaces et plus efficaces ».

Troisièmement, l'OMS met un oeuvre « un nouveau modèle de fonctionnement harmonisé qui, pour la première fois, différencie clairement le rôle du Siège, des bureaux régionaux et des bureaux de pays, et aligne nos structures à ces trois niveaux ».

Quatrièmement, l'OMS a conclu de nouveaux partenariats avec, entre autres, des fédérations sportives et le secteur privé, dont les monopoles des réseaux sociaux.

Cinquièmement, le docteur Tedros a parlé d'une « nouvelle culture axée sur les résultats » en se référant à la charte des valeurs adoptée il y a deux ans « qui décrit les cinq valeurs qui font de nous ce que nous sommes : le service, l'excellence, l'intégrité, la collaboration et la compassion. »

Le sixième volet de cette transformation est d'assurer un financement prévisible et durable. Le docteur Tedros a souligné que « pour que l'OMS fasse son travail, nous devons nous attaquer au déséquilibre choquant et croissant entre les contributions fixées et les fonds volontaires, qui sont pour la plupart à objet désigné. Au cours des 10 dernières années, les attentes de la communauté internationale à l'égard de l'OMS ont considérablement augmenté, mais notre budget a à peine changé. Or, ces attentes ne feront que continuer à croître à la suite de la pandémie. Notre budget annuel est équivalent à ce que le monde dépense chaque jour en produits du tabac. »

Le septième et dernier volet de la transformation est « avoir des effectifs motivés, divers et adaptés au travail à accomplir ». Il a affirmé : « Pour la première fois, nous sommes parvenus à la parité entre hommes et femmes au sein de la direction et nous progressons dans d'autres domaines. »

Le docteur Tedros a mentionné une proposition faite l'année dernière par « la République centrafricaine et le Bénin, en tant que Président du Groupe africain [...] qui défend l'idée d'un système où les pays décideraient d'un processus régulier et transparent d'examen par les pairs, semblable au processus d'examen périodique universel utilisé par le Conseil des droits de l'homme. Nous appelons ce système 'examen universel de l'état de santé et de préparation'. Il a pour but d'instaurer la confiance et la responsabilité mutuelles en matière d'action sanitaire en rassemblant les nations dans un esprit de bon voisinage autour du principe d'approche faisant intervenir l'ensemble des pouvoirs publics pour renforcer les capacités nationales de préparation aux pandémies, instaurer la couverture sanitaire universelle et améliorer l'état de santé de toutes les populations. Nous sommes en train de mettre au point une proposition plus détaillée que nous présenterons aux États Membres sous peu. »

Résolution visant à renforcer la préparation aux situations d'urgence sanitaire

Le 10 novembre, l'OMS a approuvé une résolution visant à renforcer la préparation aux situations d'urgence. La résolution demande aux pays de développer les principales capacités de détection,

d'évaluation et de signalement des événements de santé publique, et de riposte à ces événements, telles qu'elles sont définies dans le Règlement sanitaire international (2005), qui est un cadre juridique contraignant.

La nouvelle résolution demande aussi que l'OMS élabore des propositions pour la prochaine AMS afin d'étudier « des dispositifs complémentaires pour que le directeur général avertisse la communauté internationale de la gravité et/ou de l'ampleur d'une urgence de santé publique en vue de mobiliser l'aide indispensable et de faciliter la coopération internationale ».

Le site Web de Geneva Solutions rapporte que « les États membres envisagent d'ajouter une alerte « amber » au système IHR actuel qui permettrait à l'OMS de signaler qu'une urgence de santé publique est en évolution – même avant qu'elle ne devienne une « alerte rouge » signalant 'une urgence de santé publique d'envergure internationale' ».

Résolutions sur la méningite, l'épilepsie, et la feuille de route pour les maladies tropicales négligées

Le 12 novembre, les États membres ont recommandé l'adoption de deux résolutions sur le contrôle de la méningite et de l'épilepsie à l'Assemblée mondiale de la santé.

La Commission A, responsable des questions de programmes et de budgets, a recommandé l'adoption de la toute première résolution sur la méningite, qui conduirait à l'approbation d'une feuille de route mondiale pour vaincre la méningite à l'horizon 2030. La méningite entraîne 300 000 décès chaque année et a des conséquences catastrophiques durables pour une personne touchée sur cinq.

La Commission A a également recommandé l'adoption d'une résolution préconisant une action élargie et intégrée contre l'épilepsie et d'autres troubles neurologiques, comme les accidents vasculaires cérébraux, la migraine et la démence. Les troubles neurologiques sont la principale cause de handicap et la deuxième cause de décès dans le monde.

La Commission A a recommandé d'appuyer la nouvelle feuille de route pour les maladies tropicales négligées. Cette feuille de route vise à atteindre les objectifs suivants d'ici à 2030 : réduire de 90 % le nombre de personnes nécessitant un traitement contre les MTN, éliminer au moins une MTN dans 100 pays, éradiquer deux maladies (la dracunculose et le pian) et réduire de 75 % le nombre d'années de vie ajustées sur l'incapacité (DALY) liées aux MTN.

La Commission B, qui s'occupe principalement des questions administratives, financières et juridiques, a examiné le rapport du directeur général sur la « Situation sanitaire dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et dans le Golan syrien occupé ». La Commission B a voté de recommander l'adoption d'une décision dans laquelle elle prie le directeur général, entre autres, de rendre compte à la prochaine Assemblée mondiale de la Santé des progrès accomplis dans la mise en oeuvre des recommandations de l'Assemblée.

La Commission a également recommandé l'adoption d'une résolution préconisant une action élargie et intégrée contre l'épilepsie et d'autres troubles neurologiques ainsi que pour les soins oculaires et la sécurité alimentaire. L'AMS a aussi adopté une Stratégie mondiale en vue d'accélérer l'élimination du cancer du col de l'utérus en tant que problème de santé publique, une Stratégie mondiale pour l'innovation et la recherche sur la tuberculose, une Stratégie mondiale et un Plan d'action sur la santé publique, l'innovation et la propriété intellectuelle.

L'AMS a aussi déclaré 2021-2030 « Décennie pour le vieillissement en bonne santé » et l'année 2021 « Année internationale des travailleurs en soins de santé ».

Note

1. Pour un reportage sur la première partie de la 73e session de l'OMS, voir « [Réunion virtuelle de la 73e session de l'Assemblée mondiale de la Santé](#) » LML numéro 35, 23 mai 2020

(Sources : OMS, Geneva Solutions)



L'anniversaire de la Grande Révolution socialiste d'Octobre Un moment décisif de l'histoire encore en développement



Des représentants de partis politiques et d'organisations démocratiques et progressistes de plus de 80 pays se sont joints à des organisations communistes russes lors d'un rassemblement à Moscou pour célébrer le 100e anniversaire de la Grande Révolution socialiste d'Octobre le 7 novembre 2017. (teleSUR)

Le 7 novembre marque le 103e anniversaire de la Grande Révolution socialiste d'Octobre 1917. En « dix jours qui ébranlèrent le monde », le tout premier État ouvrier socialiste a été créé en Russie.

L'architecte de cette révolution, le grand Lénine, a dit au sujet de son importance que cette révolution a entrepris la tâche de compléter la révolution démocratique qui a commencé en Angleterre dans les années 1660. Les anciennes formes de gouvernance fondées sur la démocratie libérale et une société civile bourgeoise ont été remplacées par de nouvelles formes qui ont créé une société civile socialiste avec le plein emploi, l'éducation gratuite, les soins de santé et le logement pour tous et sans impôts. Elle assurait l'égalité politique devant la loi, une démocratie complète avec le droit d'élire et d'être élu, sans les privilèges de classe et sans classes exploiteuses. Elle a affirmé que la paix, la prospérité, la liberté et l'unité fraternelle des peuples ne sont pas seulement une utopie, une chimère. Elles sont réalisables et elles sont la nécessité de notre époque.

Aujourd'hui, la lie des classes dirigeantes déchues de cette époque est obsédée par le spectre du communisme qui les hante chaque fois qu'elles se livrent à des activités contraires au bien public. Ils ont créé un stéréotype du socialisme qui est le produit de leur imagination dérangée, dominée

par une obsession morbide de leur propre disparition. C'est le cas aux États-Unis où la campagne Trump a déclaré qu'un vote pour son adversaire était un vote pour le socialisme. C'est également le cas de la propagande impérialiste diffamatoire contre le Parti communiste chinois ou la Russie de Poutine qui montre simplement à quel point ils sont jaloux de la capacité des autres à canaliser toutes les ressources humaines et matérielles de leur pays d'une manière qui leur est favorable – ce que les impérialistes américains et leurs alliés, à leur grand désarroi, sont incapables de faire.

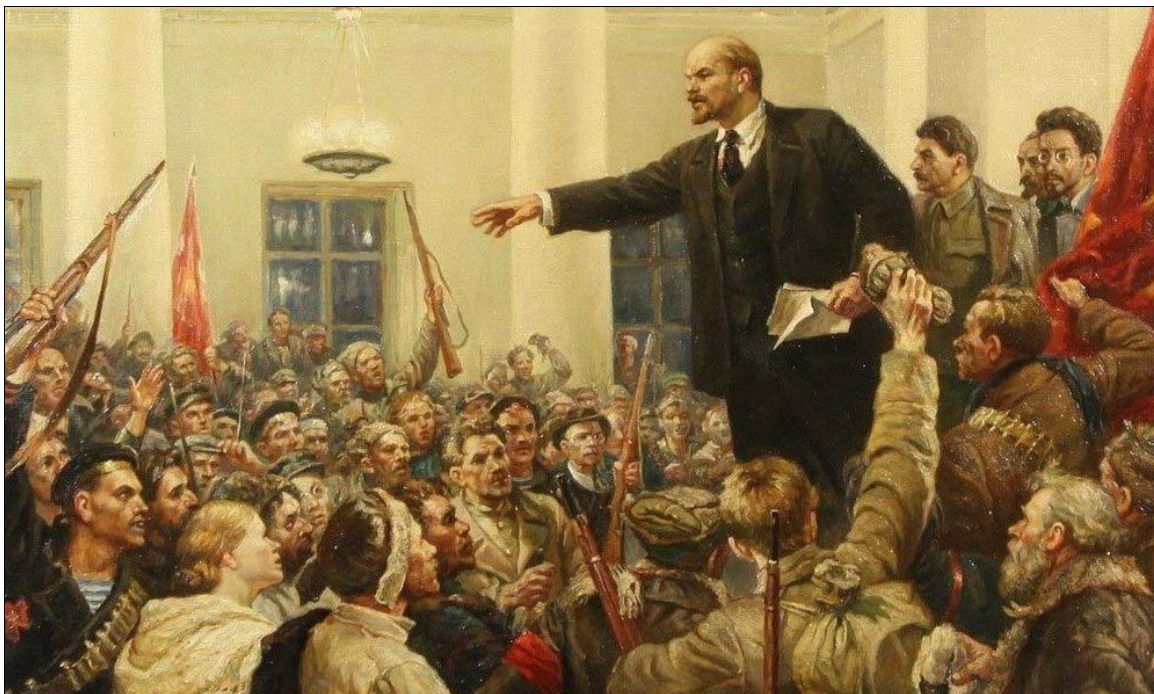
En fait, plus la contre-révolution lancée depuis la chute de l'ancienne Union soviétique s'intensifie, plus la signification de la Grande Révolution d'Octobre pour l'histoire de l'humanité s'accroît. La restauration du capitalisme dans l'ancienne Union soviétique, qui a conduit à sa transformation en superpuissance impérialiste puis à son effondrement, n'est pas un échec du socialisme, mais du capitalisme. Le résultat est l'offensive néolibérale antisociale brutale, les guerres pour des changements de régime et la domination de l'impérialisme américain, la rivalité et la collusion des États-Unis avec d'autres grandes puissances pour dominer les sphères d'influence et les sources de ressources bon marché, la main-d'œuvre et les zones de concurrence à l'exportation de capitaux avec les rendements les plus élevés.

Dans les conditions de repli de la révolution, le monde s'éveille maintenant à la nécessité de faire le point sur la signification d'avoir une société comme celle qui a vu le jour il y a un peu plus d'un siècle quand la Russie soviétique et le pouvoir soviétique ont créé une société nouvelle dans laquelle les travailleurs décidaient de toutes les choses d'une manière qui favorisait leurs intérêts.



Les conditions du présent obligent toutes les personnes concernées à regarder les événements les plus importants du passé avec l'oeil du présent pour contribuer à assurer l'avenir. Partout dans le monde, les peuples luttent pour créer de nouvelles formes fondées sur des principes démocratiques qui investissent le peuple du pouvoir de décision souverain qui répond aux exigences du XXI^e siècle.

La révolution russe a porté au pouvoir les forces latentes de la société ancienne. Les ouvriers, les paysans, l'intelligentsia et d'autres travailleurs ont créé un pouvoir qui leur a été favorable pour la première fois de l'histoire de l'humanité. Non seulement la Révolution d'Octobre a-t-elle porté au pouvoir une classe entièrement nouvelle, la classe ouvrière, mais elle a également inspiré les ouvriers et les opprimés de tous les pays à s'engager dans la même voie. La crise nationale créée par la Première Guerre mondiale a été résolue en faveur du peuple. La Révolution d'Octobre a mis fin à cette guerre la plus meurtrière de l'histoire que se livraient les puissances impérialistes pour le repartage du monde.



Lénine déclare le pouvoir soviétique le 26 octobre 1917 à la réunion historique du deuxième Congrès des Soviets de toute la Russie à l'Institut Smolny.

Ce fut la première révolution qui a créé une société entièrement nouvelle. Le socialisme est apparu sur la scène de l'histoire mondiale, comme l'avait prédit Karl Marx, et la pratique de la révolution prolétarienne a inauguré une période entièrement nouvelle, celle de l'abolition de l'exploitation de l'être humain par l'être humain et la création d'une société socialiste et communiste à l'échelle mondiale.

Le fondateur et le dirigeant du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste), Hardial Bains, a souligné que pendant toute la période qui a suivi la révolution d'Octobre, « les peuples ont été profondément imprégnés de changement. Tout indique que de grands bouleversements sont à la veille de se produire qui vont encore une fois renouveler la société. Les travailleurs n'ont pas le choix que d'en venir à la conclusion que les préjugés et les dogmes ne sauraient remplacer une conscience claire et l'analyse scientifique, qui seules peuvent mettre un terme à la crise qui sévit dans la sphère des idées et placer le développement de la connaissance au service du peuple, et que cela est nécessaire pour se préparer au renouveau[1]. »

« Cette période de l'histoire indique qu'il faut revoir les événements de l'histoire avec ouverture d'esprit, en s'appuyant sur le corps de connaissances acquises et sur l'expérience vivante pour tirer les conclusions qui s'imposent. Saisir le présent et bien comprendre ce qui se passe devant soi est devenu crucial pour pouvoir repousser les notions obscures selon lesquelles les événements de l'histoire sont l'oeuvre de forces maléfiques, au lieu de les voir comme d'importants jalons sur la grande voie de la civilisation.[2] »

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) salue la Grande Révolution d'Octobre avec un grand optimisme révolutionnaire, en gardant toujours à l'esprit que c'est aux travailleurs de décider de leur avenir. C'est leur persévérance obstinée à renouveler le monde aujourd'hui qui renforce la détermination du Parti à continuer jusqu'à la victoire finale.

Le monde est en transition d'un système à un autre. Les travailleurs du monde et les forces progressistes luttent pour créer un monde nouveau. Ils font le point sur la situation actuelle dans laquelle le renouveau démocratique est apparu comme l'exigence la plus importante pour humaniser l'environnement social et naturel. Ce qu'exigent les peuples, c'est d'être en contrôle de

leur vie, de participer de manière significative aux décisions qui touchent leur vie. Ce n'est que si les gens peuvent participer à la prise de décision qu'ils font partie du pouvoir politique.

La classe ouvrière est la partie la plus importante de cette lutte pour le renouveau dans laquelle l'abolition des privilèges de classe et l'élimination de la discrimination fondée sur la race, la culture, la religion, le genre, la langue et les privilèges sont devenues le cri de bataille. Le contenu, les mots, l'analyse, les observations et les revendications des travailleurs dépassent de loin les possibilités offertes par les formes existantes. En conséquence, ils appellent à un changement des formes afin de pouvoir apporter les changements nécessaires pour résoudre le conflit en leur faveur.

Les processus politiques sont de plus en plus dénoncés et les politiciens doivent recourir à des lois toujours plus trompeuses, antipeuple et antisociales.



L'expérience de toute cette période est très instructive. Prenant en considération tous les événements du passé, plus de 100 ans après le triomphe de la Grande Révolution socialiste d'Octobre, le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) appelle les travailleurs à défendre résolument leur cause. Le PCC(ML) appelle les travailleurs à se joindre à lui pour laisser derrière eux tout ce qui est négatif, en particulier l'influence de la conception bourgeoise du monde, afin d'élaborer leurs propres points de référence qui les aideront à démêler les événements qui se produisent et à déterminer ce qui peut être fait pour renverser la situation en leur faveur.

Notes

1. *Le Marxiste-Léniniste quotidien*, 7 novembre 1992.
2. *Le Marxiste-Léniniste*, numéro. 39, 3 novembre 2018



(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)

PDF

Lisez *Le Marxiste-Léniniste*

Site web : www.pccml.ca Courriel : redaction@cpcml.ca